



PROPOSITIONS CONCRETES DU
MOUVEMENT ECOLOGIQUE DANS LE CADRE DES
ELECTIONS COMMUNALES 2017

Résumé français

Gemenge walen'17



**mouvement
écologique**





Mouvement Ecologique

6, rue Vauban (Pafendall) – Luxembourg

Tél. 43 90 30-1 • Fax 43 90 30-43

Courriel: meco@oeko.lu

CCPL: LU16 1111 0392 1729 0000

Heures d'ouverture de nos bureaux:

De lundi à jeudi de 8.00 à 12.00 heures et de 14.00 à 17.00 heures.

Le vendredi de 8.00 à 12.00 heures; les bureaux sont fermés l'après-midi.

Soutenez les actions du Mouvement Ecologique en devenant membre. Vous trouvez le formulaire d'adhésion ainsi que des informations complémentaires sur www.meco.lu ou bien contactez-nous pour toute information détaillée:

Tél. 439030-1

Copyright © Mouvement Ecologique asbl

Toute publication, même partielle, doit obligatoirement mentionner la source et le lien vers la page internet www.meco.lu



La présente publication contient est le résumé d'une brochure plus détaillée en langue allemande.

En langue française et à part la présente publication, un autre document - reprenant 9 impulsions majeures pour une commune durable résolument tournée vers l'avenir - peut être consulté sur www.meco.lu.

Celle-ci est disponible sur internet www.meco.lu et peut être commandé au tél. 439030-1.

Votre Don: pour l'Homme, la Nature et l'Environnement



Transposer le développement durable. Il s'agit d'un projet qui s'inscrit dans une série d'initiatives qui bénéficient du soutien de la Fondation Oekofonds. Promouvoir la pensée en réseau, lier l'économie à l'écologie, promouvoir

une mobilité qui est tournée vers l'avenir, encourager la formation environnementale et une politique de logement durable, favoriser le développement d'une agriculture écologique, des énergies alternatives et de la participation citoyenne. Votre don soutiendra la réalisation de l'ensemble de ces projets.

VOTRE DON maintenant !

Vous pouvez soutenir le travail de la Fondation au moyen d'un don unique ou bien en faisant un ordre permanent (pour les dons en faveur du thème de la politique communale, veuillez indiquer la mention «communes»). Pour toutes les occasions qui se présentent (naissances, anniversaires, mariages, décès), il vous est loisible de lancer un appel aux dons au profit de la Fondation Oekofonds.

Pour toute information complémentaire, veuillez nous contacter au tél. 43 90 30 – 50 ou adresser un courriel à oekofonds@oeko.lu, www.oekofonds.lu.

Les dons faits au profit de la Fondation Oekofonds sont fiscalement déductibles. Nos comptes bancaire:

CCPL: LU96 1111 0734 1886 0000

BCEE: LU31 0019 1100 4403 9000

Gemenge walen '17



Editorial

LES COMMUNES – ARTISANS DE L'AVENIR...

Toute commune oeuvrant dans l'intérêt du développement durable, peut et doit servir de modèle dans tout ce qu'elle entreprend, elle se doit de soutenir des projets sociaux innovateurs, faire naître des idées ensemble avec les citoyen/nes et les encourager à emprunter de nouvelles voies vers une conception de l'avenir résolument tournée vers la durabilité.

Les moyens d'action dont la commune dispose pour atteindre cet objectif sont très variés: ils vont d'une large participation citoyenne jusqu'à un rôle actif dans la politique du logement en passant par une judicieuse planification de la mobilité.

Le respect des obligations légales revête une importance primordiale, notamment dans le domaine de l'environnement.

La commune peut toutefois orienter la mise en oeuvre de ses obligations « classiques » dans le sens du développement durable, souvent sans dépenses supplémentaires. Ceci notamment en accordant la préférence aux produits écologiques et régionaux dans les cahiers des charges lors d'appels d'offres, ou en achetant des produits de nettoyage respectueux de l'environnement, en installant des appareils économes en énergie etc.

Une gouvernance communale tournée vers l'avenir se caractérise par ailleurs par le lancement de projets innovateurs porteurs d'avenir.

Dans ce contexte, le Mouvement Ecologique se propose de mettre en vigueur les visions centrales suivantes.

Aux yeux du Mouvement Ecologique, ces visions sont représentatives d'autres idées et concepts dans le sens d'une gestion communale pionnière.

Editorial

p. 3

1

Démocratie

Une commune capable de relever des défis du 21ème siècle... est une commune dotée de structures démocratiques et supportée par une participation active de ses citoyen/nés

p. 6-9

2

Finances

Une politique financière "durable"
- l'instrument par excellence pour insuffler vie aux priorités sociales!

p. 10-12

3

Développement du logement

Le développement du logement
- planifier et concevoir ensemble avec les citoyen/nés une commune attractive!

p. 13-16

4

Nature et Paysages

Préserver et protéger la nature et les paysages qui sont l'âme de toute commune

p. 17-20

5

Forêts

Assurer une gestion judicieuse des forêts communales et tant qu'espace récréatif de l'homme et habitat naturel de la faune et de la flore

p. 21-22

6

Mobilité

L'homme doit reprendre possession des rues en tant qu'espace de vie: priorité à la mobilité douce et aux espaces publics attractifs!

p. 23-26



**mouvement
écologique**

7

Energie et Climat

Une commune qui oeuvre de manière conséquente afin d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés dans tous les domaines en matière de climat et d'énergie!

p. 27-29

8

Economie régionale

Mettre de nouveaux accents sociaux et écologiques

p. 30-32

9

Protection de l'environnement humain et des ressources

Les communes: acteurs d'un environnement sain où il fait bon vivre

p. 33-36

10

L'eau en tant que source de vie

Les communes s'activent...

p. 37-40

11

Protection préventive de la santé

Une protection préventive de la santé: un défi - aussi pour la commune!

p. 41-43



12

Ecoles et Maisons Relais

Ouvrir les écoles et les maisons relais à la société - faire des enfants et des adolescents des partenaires égaux!

p. 44-46

13

Politique de l'axe Nord-Sud

Penser globalement - agir localement!

p. 47-48





Une commune capable de relever les défis du 21ème siècle ... est une commune dotée de structures démocratiques et supportée par une participation active de ses citoyen/nes



NOTRE VISION

Nous rêvons d'une commune au sein de laquelle les dirigeants communaux et les citoyen/nes sont des partenaires égaux. Une commune qui reconnaît que la légitimité de leurs dirigeants est d'autant plus importante si les citoyen/nes prennent activement part à la vie et à la politique communales.

L'objectif pourchassé par la commune est d'encourager l'échange entre les différentes populations de la commune pour que des gens issus de couches sociales et de métiers différents puissent se rencontrer et développer une compréhension mutuelle. Ceci dans le sens d'une cohabitation et d'une cohésion sociale digne de ce nom. La meilleure façon d'encourager l'échange social est de commencer dans les communes qui représentent l'entité démocratique la plus petite.

Par conséquent, la commune doit mettre à profit le know-how de ses citoyen/nes et permettre d'instaurer et de garantir une culture vivante du dialogue par un échange largement ouvert, pour que les citoyen/nes prennent activement part à des projets importants (notamment la conception d'un plan d'aménagement, l'aménagement d'un espace public ou d'un lotissement etc.) et pour qu'ils puissent développer eux-mêmes des idées et des projets innovateurs.

Ce faisant, le rôle de la commune devient celui d'un acteur qui permet qu'un débat sur les projets et visions d'avenir soit mené et qui soutient activement les projets concrets des citoyen/nes et associations dans ce sens.

01

UN TRAVAIL COMMUNAL TRANSPARENT, CONDITION SINE QUA NON

Un travail communal et échevinal transparent nécessite e.a. des initiatives qui assurent une information des citoyen/nés aussi large que possible (notamment aussi les avis divergeants des différents acteurs, le stade de développement de projets etc.). Les mesures suivantes sont e.a. à conseiller: les **déclarations sur l'honneur des membres du conseil communal** en ce qui concerne leurs mandats dans des sociétés commerciales ainsi que leurs propriétés foncières; l'organisation des **séances publiques du conseil communal en dehors de l'horaire de travail normal**; l'annonce **préalable** des réunions et des ordres du jour, aussi par voie de bulletin communal si possible, dans la presse, dans le raider communal et sur le site internet de la commune; la présentation des **différents avis** des membres du conseil communal lors de processus de décision dans les pages internet et bulletin d'information de la commune; l'organisation régulière d'une **heure de «questions-réponses»** qui permet aux citoyen/nés de la commune de soumettre des propositions, de formuler des critiques etc.; l'organisation de réunions d'information et de discussion sur **l'état de transposition de la déclaration échevinale**.

02

REVALORISER LE CONSEIL COMMUNAL DANS SON RÔLE D'ORGANE DÉCISIONNEL MAJEUR

Le collègue échevinal devra impliquer le conseil communal dans les affaires politiques de la commune en lui accordant voix au chapitre, e.a. en prenant les mesures suivantes: adopter une **politique d'information ouverte** (garantir la transparence de tous les dossiers importants, inclure les prises de position d'instances officielles et autres dans les dossiers du conseil communal); créer une ambiance de travail qui encourage les conseillers communaux à ajouter des **points à l'ordre du jour des réunions du conseil communal**; publier les **échanges de courriers** ainsi que le contenu du **registre des décisions votées par le collègue échevinal** et des ordres du jour des séances du collègue échevinal pour que l'ensemble des membres du conseil communal puisse en prendre connaissance; permettre au personnel communal et aux membres des commissions consultatives de suivre des **formations continues** (ex.: frais d'inscription à un séminaire à charge de la commune) etc..

03

OUI À LA COLLABORATION AU NIVEAU RÉGIONAL – À CONDITION QU'ELLE SOIT TRANSPARENTE ET DÉMOCRATIQUE!

La collaboration régionale – tant au sein des syndicats intercommunaux que dans les coopérations réglées par une convention ou encore dans le cadre d'un parc naturel – requiert une transparence et des règles de jeu qui sont démocratiques, notamment: les organes créés sont uniquement composés de **membres issus du conseil communal**; les **noms des représentants** sont publiés; un règlement interne règle les **compétences, les droits et les obligations** des représentants communaux; l'**ordre du jour** des réunions de ces organes est envoyé aux membres du conseil communal au moins 5 jours ouvrables à l'avance; les **rapports** de séance sont inclus dans le dossier du conseil communal; les **documents** générés par ces organes intercommunaux sont consultables par les citoyen/nés (notamment via page internet de la commune); la commune apporte des initiatives concrètes dans ces structures régionales.

04

DES SERVICES COMMUNAUX PROCHES DES CITOYEN/NÉS: ESSENTIELS POUR LES HABITANTS

Une commune orientée vers le futur réserve une priorité aux demandes et préoccupations des habitants. Parmi les actions importantes, comptent e.a. les suivantes: rédiger la liste des **personnes de contact** au sein de l'administration communale qui se tiennent à la disposition des citoyen/nés (quel fonctionnaire communal ou politicien est en charge de quel dossier thématique); mettre en place un **service de conseil** pour aider les citoyen/nés à présenter des demandes, à consulter des dossiers d'autorisation ou à comprendre des structures administratives; mettre en place un **service de médiation** pour les habitants qui ont des différends les opposant à d'autres habitants; mettre en place des **structures de conseil régionales**, en collaborant avec des communes voisines. La création d'un **bureau de contact** où les citoyen/nés peuvent introduire des idées/projets, par la base, dans le sens d'un engagement citoyen, est d'une importance primordiale. Les employé(e)s y présent(e)s soutiendront et accompagneront le développement/la transposition de l'idée ou du projet introduit (en créant les contacts nécessaires, en fournissant des matériaux pratiques requis, en mettant à disposition une salle de réunion, etc.).

05

UNE POLITIQUE D'INFORMATION EFFICACE – LA MEILLEURE BASE POUR UNE VÉRITABLE PARTICIPATION CITOYENNE

La commune doit exploiter la multitude de chances qui s'offrent à elle:

- **L'obligation d'informer doit être prise au sérieux, notamment en répondant aux demandes des citoyen/nés** au moyen e.a de la publication de documents importants sur internet (PAG, rapport de séances, analyses etc.), d'une réponse rapide aux questions soumises, de la mise à disposition de copies de dossiers importants, de la tenue d'une page internet bien alimentée et régulièrement mise à jour ... ;
- **La publication – régulière et multilingue - d'un «Gemeengebuert» fort de nombreuses pages (et donc informations) qui sont d'actualité;** qui reprend les points de discussion essentiels des séances du conseil communal et qui reflète les différentes positions; qui comprend les prises de positions importantes de la commune (notamment en matière d'expertises commodo-incommodo, avis en matière de projets de l'Etat etc.); qui reflète les travaux des différentes commissions consultatives; qui contient une rubrique « pro/contre »; qui publie les rapports de séances d'organes où siègent des membres du conseil communal, etc.;
- **La mise à profit des nouveaux canaux de communication** (page web avec rapports sur les dossiers actuels; informations ponctuelles sur des procédures en cours; noms et contacts des représentants communaux dans des organes comme les syndicats etc.; service email; transmission TV et/ou internet des séances du conseil communal; publication des dossiers importants (études à la base du plan d'aménagement, expertises d'instances étatiques sur des projets communaux);
- **La garantie d'une bonne information des citoyens dans le cadre de forums;**
- **La garantie d'un contact étroit avec les citoyen/nés** (surtout lors de projets qui les concernent directement).

06

OEUVRER RÉSOLUMENT EN DIRECTION D'UNE PARTICIPATION CITOYENNE ACTIVE!

La commune doit faire de la participation citoyenne une priorité absolue! Elle doit être consciente qu'une bonne participation citoyenne ne repose pas uniquement sur une bonne politique d'information, mais qu'elle va bien au-delà. La commune doit par conséquent:

- **témoigner - en début de législation - de son engagement clair en faveur de la participation citoyenne**, imposer des directives non équivoques qui permettent une participation large des citoyen/nés, publier ces directives et faire voter un **budget pluriannuel adéquat**; prendre les **commissions consultatives en tant qu'organes participatifs institutionnalisés** au sérieux et les doter de droits et d'obligations adéquats. La composition des commissions doit répondre aux principes fondamentaux de la démocratie, elle doit reposer sur une publication officielle et un appel aux candidatures et la collaboration de citoyen/nés politiquement indépendants doit être possible;
- **mettre à profit la multitude de formes de participation en présence de projets variés**, des grands projets (p.ex. concept de mobilité) jusqu'aux «petits» projets comme l'aménagement d'un espace routier, d'une place publique, d'une cour d'école etc. La forme de participation adaptée à un projet donné doit être déterminée et les différents cercles de la population doivent être contactés. Les enfants et les jeunes doivent également être approchés de manière ciblée (aménagement d'une cour d'école ou d'une maison des jeunes, création d'une commune proche des enfants...), et la création potentielle d'un conseil communal des jeunes doit être envisagée. La multitude des formes de participation à disposition doit être un outil avantageux dans ce cadre: organisation d'une table ronde, aménagement d'un atelier de l'avenir, visite d'un quartier de la commune, consultation des citoyen/nés dans le cadre d'une thématique donnée etc. (au moyen de questionnaires ou de «cartes de vœux d'avenir» ou encore en approchant le citoyen de manière directe;
- **des entrevues régulières avec les organisations actives** au niveau communal doivent être organisées dans le cadre de projets actuels;
- **la mise en place continue de groupes de travail (pour des projets à long terme) ou de groupes de travail ad hoc** s'impose (lorsque des projets ponctuels sont mis sur les rails).

07

ENCOURAGER L'IMPLICATION DES JEUNES ET DES ENFANTS!

Il échet de créer un **point de contact** pour les enfants et les jeunes qui souhaitent lancer des initiatives et transposer des projets. L'**implication** des enfants et des jeunes dans la planification de projets clairs et précis doit devenir une évidence (notamment lorsqu'il s'agit de l'aménagement d'un chemin d'école, d'une cour d'école, d'une aire de jeu ou d'une maison des jeunes). La création d'un **conseil (ou forum) communal des jeunes/enfants** doit permettre de garantir une implication institutionnalisée, et au-delà, d'animer le **discours entre jeunes/enfants et les membres du conseil communal**. Au-delà, les jeunes/enfants doivent être encouragés à présenter leurs **idées en vue de la réalisation de projets et de développements** qui les concernent – et ces idées doivent être prises au sérieux. Par exemple sous le thème de: «Les enfants analysent et s'engagent pour une route adaptée à leurs besoins». Le «Buet» doit être conçu en partie par les enfants, qui peuvent déposer leurs idées dans la **«boîte aux idées»**. Finalement, la conception d'un plan communal Jeunesse s'impose également dans ce cadre d'idées.

08

LE CHANGEMENT «PAR LE BAS»: PROMOUVOIR DES INITIATIVES SOCIALES INNOVATRICES

Les initiatives et projets innovateurs ont le vent en poupe. C'est pourquoi la commune doit mettre en place un **point de contact** où les citoyen/nés peuvent soumettre leurs idées et projets et où ils trouvent le **conseil et le soutien dont ils ont besoin en vue de la transposition** de ces derniers: petits services et service de réparation, organisation de conférences, initiatives de promotion d'aliments produits dans la région, création d'un jardin communautaire, aménagement d'installations solaires sur un bâtiment public, création d'un sentier pédestre etc. Pourquoi ne pas accorder aux jeunes des bourses limitées dans le temps en vue de la transposition de tels projets?

09

DES CAMPAGNES D'INFORMATION EFFICACES AUTOUR DE QUESTIONS IMPORTANTES

Ensemble avec les associations actives dans la commune, cette dernière doit mettre sur les rails des **campagnes d'information et de sensibilisation/projets de prestation de conseil** etc. autour des thèmes les plus variés du domaine du développement durable, de la politique de santé jusqu'à l'économie d'énergie.

10

UNE BONNE OFFRE EN FORMATIONS POUR ADULTES EST AUSSI UNE MISSION QUI APPARTIENT DE PLUS EN PLUS À LA COMMUNE

La commune doit garantir une **offre alléchante en formations** (le cas échéant en collaboration avec des communes voisines) à destination des citoyen/nés et politiciens locaux et **soutenir les cours d'organisations et d'institutions locales**. Les citoyen/nés qui souhaitent offrir des workshops, conférences et séminaires etc. autour d'une thématique donnée, doivent pouvoir bénéficier de l'appui de la commune au niveau du conseil et de l'organisation.



Une politique financière «durable» – l’instrument par excellence pour insuffler vie aux priorités sociales!



NOTRE VISION

Mener une politique financière durable signifie tout d’abord gérer les deniers publics de manière responsable, pour que les futures générations puissent prendre leurs décisions sans qu’une montagne de dettes ne les écrase.

Mais cette politique va beaucoup plus loin: les ressources financières doivent être mises au service d’une manière ciblée – d’une société en mutation. Cela nécessite des projets issus de et menés pour des gens de toutes les catégories d’âge et de toutes les couches sociales, des projets qui sont dans le sens du développement durable ... ainsi que des initiatives sociales et culturelles, qu’il échoit de soutenir. Cela nécessite aussi des investissements dans le futur, au profit des générations à venir, qui produisent une valeur ajoutée écologique, sociale et économique.

Pour ce qui est des dépenses ordinaires, des critères de durabilité contraignants doivent être observés (p.ex. en instaurant une politique des marchés publics respectueuse de l’environnement et des critères de santé).

Ce faisant, la commune devra également – selon ses moyens à disposition – réexaminer de manière critique la nécessité de la croissance. Les réseaux sociaux, l’intégration de tous/toutes les citoyen/nes, l’éducation et la formation (continue), la qualité de vie sur place: ce sont là des investissements prioritaires qui ne nécessitent aucune croissance (communale) constante.

01

RÉALISER PLUS – AVEC MOINS D'ARGENT ... GRÂCE À UNE ÉTROITE COLLABORATION RÉGIONALE

En présence de projets communaux, il est judicieux d'évaluer toujours d'emblée si une **collaboration avec les communes voisines** fait sens – aussi d'un point de vue financier. Dans ce contexte, l'établissement de postes budgétaires fixes pour une collaboration régulière avec les communes voisines s'impose (p.ex. offres de conseil pour citoyen/nes, collaboration technique, animations culturelles).

02

UN BUDGET BIEN RÉFLÉCHI: UN LEVIER IMPORTANT POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

La commune doit exploiter toutes les opportunités afin de prendre une décision dans le sens du développement durable en présence de dépenses régulières (achats de marchandises, utilisation de produits de nettoyage). C'est pourquoi la commune doit vérifier l'existence d'investissements «non durables» dans le **budget ordinaire** (c.à.d. faire les mêmes dépenses, mais avec une orientation écologique), **adapter les dépenses et investissements dans les cahiers des charges aux critères de durabilité** (p.ex. privilégier des produits à longévité assurée, économes en énergie, respectueux de la santé et de l'environnement, socialement équitables et issus du commerce équitable), imposer aussi des **contraintes ciblées dans le sens d'une acquisition écologique à des tiers** (livraisons aux écoles, cantines etc.), transférer ses placements financiers vers des **comptes d'épargne alternatifs et solidaires** et réfléchir le cas échéant à l'idée d'introduire un budget citoyen.

03

INVESTIR POUR «UN PLUS» EN MATIÈRE DE DÉMOCRATIE ET DE DYNAMIQUE!

La commune doit prévoir de manière ciblée des postes budgétaires (tant dans le budget ordinaire que dans le budget extraordinaire) qui permettent de réaliser un **travail de relations publiques et des processus de participation citoyenne efficaces** (organisation de manifestations / forums de participation, aménagement et alimentation d'une page internet spécifique, financement des coûts pour publications/appels, honoraires de modérateurs professionnels etc.) ainsi que de soutenir de manière flexible et spontanée des **initiatives de personnes/groupes engagés de la commune** (p.ex. projets initiés par des jeunes).

04

LE BUDGET COMME MOTEUR POUR LANCER DE NOUVELLES INITIATIVES SOCIALES – POUR UNE MEILLEURE COHÉSION ET VIE COMMUNAUTAIRE!

Les citoyen/nes qui souhaitent lancer de nouvelles **initiatives dans le sens du développement durable** (p.ex. projets de voisins, jardins communautaires, cercle d'échange etc.) doivent pouvoir bénéficier de l'appui et de l'aide ciblés de la commune. C'est pourquoi la commune doit prévoir des moyens de financement pour de tels projets et les mettre à disposition des citoyen/nes engagé(e)s. Le vote d'un budget adéquat pour financer la prestation de **conseils ainsi que des campagnes de sensibilisation** (appel à la participation dans le cadre d'une alimentation saine p.ex.) doit être une évidence!

05

PLACER DES ACCENTS POLITIQUES IMPORTANTS SUR LA BASE DU PRINCIPE DU POLLUEUR-PAYEUR ET DE LA VÉRITÉ DES COÛTS

La commune doit mettre à profit la diversité d'instruments potentiels qui permettent de **prendre en compte le principe du pollueur-payeur** et de garantir une **transparence au niveau des coûts réels**: garantir la couverture des coûts réels; s'assurer de la couverture des frais financiers ultérieurs surtout en présence de projets d'envergure (notamment dans le domaine de la construction); recourir aux moyens d'orientation financière dans le domaine du développement urbain (p.ex. en vue de la mobilisation de terrains constructibles/ logements, d'un impôt foncier respectivement d'une taxe différenciée et progressive sur les terrains constructibles non utilisés et sur les logements vides).

06

PRÉVOIR DAVANTAGE DE MOYENS BUDGÉTAIRES CIBLÉS POUR LES DÉPENSES FUTURES

La commune doit garantir un plan budgétaire ciblé pluriannuel qui est assorti de **priorités claires pour les dépenses à venir**: p.ex. pour les futurs investissements dans les réseaux de distribution de l'eau, dans les zones de protection des eaux, dans les stations d'épuration des eaux usées etc. – dans le réaménagement de places publiques/de l'espace routier en vue d'un apaisement du trafic et de la création de lieux de rencontre sociale – dans les mesures de végétalisation des localités etc. ...

07

CRÉER DES INCITATIONS FINANCIÈRES AFIN D'ENCOURAGER DES INVESTISSEMENTS ET UN COMPORTEMENT ÉCORESPONSABLE

La commune doit soutenir ses citoyen/nes – et dans une certaine mesure également ses entreprises – dans leurs **efforts en termes de ménagement de l'environnement et des ressources**, au moyen d'incitations ciblées, respectivement elle doit les encourager à aller dans ce sens (notamment pour ce qui est de la mise en place d'installations solaires communautaires, de la plantation d'arbres fruitiers à haute tige à l'intérieur des villages ...).

08

NE PAS FAIRE CADEAU DE SUBVENTIONS À L'ÉTAT – PROFITER DES AIDES PUBLIQUES POUR TRANSPOSER DES PROJETS PRIORITAIRES

Les communes doivent profiter pleinement de l'ensemble des **programmes de soutien financier** que l'Etat leur réserve (p.ex. moyens financiers octroyés par le ministère de la Jeunesse pour certaines actions dans le cadre du plan d'action Jeunesse, ou par le ministère du Développement durable dans le domaine de la protection de la nature, de l'énergie et de la mobilité, coopérations avec le ministère du Logement dans le cadre de la construction de logements sociaux).

09

RESPONSABILISER L'ÉTAT – REVENDIQUER DES MESURES CORRECTIVES AU NIVEAU DES FINANCES COMMUNALES AINSI QUE DES AIDES PUBLIQUES!

Les communes doivent revendiquer un **monitoring de la réforme des finances communales de 2016** ainsi que la rédaction d'importants règlements types par le ministère de l'Intérieur dans certains domaines (p.ex. imposition des bâtiments vides). Aussi, un partage clair des missions qui incombent à l'Etat, aux communes et aux structures régionales dans les différents domaines d'activités doit enfin être réalisé.



Une priorité pour le logement: planifier et concevoir ensemble avec les citoyen/nes une commune attractive!



NOTRE VISION

... est une commune qui s'engage en faveur d'une planification judicieuse, à long terme, ceci en étroite collaboration avec ses habitants, dans le but déclaré de garantir un développement harmonieux des différentes localités appartenant à la commune.

Pour y arriver, il faut garantir une conception agréable des quartiers d'habitation, une végétalisation généreuse des localités et coeurs de villages, des possibilités d'approvisionnement à courte distance et en nombre suffisant, la préservation d'un paysage environnant attractif, un air ambiant sain et peu de pollutions sonores, ainsi que des lieux et quartiers calmes en termes de trafic et pourvus de nombreux sentiers qui invitent à la randonnée pédestre ou cycliste.

Bref, une commune où il fait bon vivre ... où la vie en communauté est appréciée grâce à de nouvelles formes d'habitation et des formes innovatrices de développement urbain, qui offrent aux citoyen/nes une qualité de vie importante.



01

LA PARTICIPATION CITOYENNE – CONDITION SINE QUA NON D'UN DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX DE CHAQUE COMMUNE

Au lieu de permettre un développement «insidieux» et «inconscient» par une **multitude de petits projets isolés**, il échet de doter le développement d'une commune d'un concept harmonieux et d'une **approche holistique**: pour ce faire, il faut considérer et traiter les **citoyen/nes comme des partenaires** et mettre à profit leurs **connaissances et leurs compétences**. Les citoyen/nes doivent par conséquent être impliqués davantage, dès le lancement de l'étude préparatoire du PAG (et non seulement à partir de la procédure officielle prévue dans le cadre du PAG), et lors de nouveaux projets (développement urbain partiel, aménagement de places publiques, planification de la mobilité). Le recours à une multitude de formes de la participation citoyenne s'impose, ceci dans le but de toucher les différents cercles de la population ainsi que des groupes-cibles spécifiques (voir sous chapitre «Démocratie»).

02

L'UNION FAIT LA FORCE – LES COMMUNES ET L'ETAT COLLABORENT POUR UN DÉVELOPPEMENT COMMUNAL RÉUSSI

Dans le but d'assurer le lien entre la planification étatique et communale, les communes doivent - le cas échéant en collaborant avec les communes de la région - participer à la **conception des plans sectoriels dans le cadre du plan d'aménagement du territoire et au débat mené sur la croissance!**

Une **collaboration renforcée au niveau régional** représente fondamentalement une situation „win-win”: notamment lorsqu'il s'agit de projets communaux d'envergure (nouveaux bâtiments scolaires/ centres culturels), de la conception d'offres communes qui s'adressent aux citoyen/nes (conseils en énergie, développement des infrastructures d'approvisionnement régionales) ou encore de projets qui s'insèrent dans le cadre du logement ou de la mobilité. L'engagement actif au sein d'un syndicat intercommunal (ou d'une zone conventionnée) est une évidence. Le conseil communal respectivement les commissions consultatives compétentes doivent être informées régulièrement sur les activités menées dans le cadre de la structure régionale ce qui leur permet de participer ainsi au processus des discussions et des décisions.

03

MENER UNE POLITIQUE COMMUNALE ACTIVE AU NIVEAU DU LOGEMENT

Dans le but d'offrir surtout aux jeunes et aux personnes financièrement moins puissants la chance **d'acquérir un terrain ou un logement abordable**, une série de possibilités s'offrent à la commune: l'achat de terrains constructibles pour composer un fond de réserve foncière; le recours au droit de préemption respectivement aux aides étatiques versées dans le cadre du «pacte logement», la promotion des rénovations de vieux bâtiments, la création de logements sociaux avec l'appui du Ministère du Logement. Des communes de taille plus importante doivent envisager l'idée de créer une **société de construction** de logements, éventuellement au niveau régional: ceci permet à la commune d'accélérer ses propres projets de construction de logements; elle peut créer des logements abordables (en location et à la vente) sur place et contribuer à exercer une pression à la baisse sur les prix de l'immobilier et renforcer son rôle actif dans la conception et la transposition concrètes du développement urbain. La création d'une **agence immobilière (sociale) communale ou régionale** représente également une mesure judicieuse.

04

LA MOBILISATION DE TERRAINS CONSTRUCTIBLES ET L'UTILISATION DE MAISONS NON OCCUPÉES - UNE PRIORITÉ POLITIQUE!

La **mobilisation de maisons vides et de terrains réservés à la construction** doit être encouragée, notamment par l'établissement d'un contact direct avec les propriétaires, l'octroi d'une aide aux propriétaires lors de l'aménagement des terrains constructibles, la création d'un cadastre dit «Baulücken» (dans le but de mettre en contact des personnes intéressées et des propriétaires), la saisie de maisons non habitées dans un registre ...

A côté de ces **mesures «douces»**, la commune doit également se doter de **possibilités d'ordre réglementaire**, p.ex. d'un droit d'imposer des bâtiments vides, ou des terrains constructibles mais non bâtis, au moyen d'une taxe spécifique.

Dans le cadre de la politique fiscale, la règle de la **«vérité des coûts»** est d'application. L'introduction d'une taxe d'infrastructure, respectivement d'une taxe d'équipement, peut s'avérer utile.

05

METTRE LE PLAN D'AMÉNAGEMENT AU SERVICE DE LA QUALITÉ DE VIE!

Le plan d'aménagement général (PAG) doit être le fondement de la conception de l'avenir de la commune et doit être élaboré en collaboration avec ses habitants. Ceci est vrai notamment pour l'élaboration contraignante d'une **étude préparatoire**, qui reflète la situation actuelle dans tous les domaines centraux de la commune, ainsi que les possibilités de développement qui s'ouvrent à la commune. Dans les communes où cette étude n'a pas encore vu le jour, elle doit faire l'objet d'un **large débat** avec les citoyen/nes, à un moment avancé de l'étude (et non seulement lors de la procédure officielle prévue dans le cadre du PAG). Dans les communes où l'étude préparatoire est déjà finalisée, celle-ci doit être actualisée en cas d'amendement prévu ou de nouvel examen du PAG et servir de base au débat public.

06

METTRE LE PLAN D'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL (PAG) ET SES CONTRAINTES TERRITORIALES AU SERVICE D'UNE COMMUNE ATTRACTIVE

Les éléments centraux suivants doivent être pris en compte par la commune dans le cadre du PAG:

- **Prendre en compte les principes majeurs de l'aménagement du territoire:** le Programme Directeur de l'aménagement du territoire fixe des dispositions pour une bonne planification communale que les communes sont censées appliquer, notamment l'utilisation des réserves foncières existant au sein du périmètre de construction plutôt que d'agrandir ce dernier (privilégier le développement interne et non externe), l'aménagement d'une localité aux « chemins courts », la mixité des fonctions, la possibilité d'un développement judicieux et adapté du périmètre dans les zones bâties intérieures etc.;
- **Considérer les aspects de la mobilité comme partie intégrante de la planification**, en mettant en place un concept de stationnement adéquat, un concept de mobilité pour les entreprises implantées dans les zones d'activités (éventuellement aussi une offre de structures d'accueil pour les enfants);
- **Classer de manière très consciencieuse un terrain comme zone verte ou zone urbanisable:**

les terrains qui sont d'importants lieux de calme et de détente ou qui ont une valeur précieuse en termes de protection de la nature et du paysage, doivent être classés comme zone verte (et être reclassés le cas échéant). Basé sur le bilan des sites naturels à protéger, une éventuelle réduction du périmètre de construction s'impose selon le cas.

- **Garantir la protection des lieux et structures caractéristiques de la commune:** au moyen de la désignation de zones naturelles protégées et de réserves paysagères communales, de sites et monuments naturels (surtout arbres solitaires caractéristiques du paysage communal, vergers et allées d'arbres) respectivement de quartiers et de bâtiments dignes d'être préservés et – en accord avec l'Etat – de zones de protection des eaux et de terrains qui en général ne se prêtent pas à la construction (comme les zones d'inondation, les terrains géologiquement difficiles, les corridors d'air frais/froid).

07

METTRE À PROFIT LA MARGE DE MANOEUVRE DONT LA COMMUNE JOUIT EN TERMES DE PAG/PAP LORS DE LA RÉORGANISATION DU BÂTI!

Lors de la conception des „Schémas Directeurs“ pour les nouveaux lotissements, les communes doivent mettre à profit la marge de manoeuvre qu'elles possèdent afin d'introduire des directives claires (dans leurs PAG) dans le sens d'un développement durable en matière de logement. Il échet fondamentalement de respecter les **standards actuels en matière urbanistique, écologique et énergétique:** en promouvant la mixité d'usage (combinaison logements, petites entreprises, infrastructures sociales, possibilités d'approvisionnement); en promouvant des contraintes imposées par les «coefficients» (densité urbaine) qui privilégient des constructions économes en terrain; en encourageant des dispositions qui réduisent la consommation de surface (réduction du nombre de maisons libres des quatre côtés au profit de formes de construction plus denses, promotion de nouvelles formes d'habitation comme celle interdisant toute circulation automobile, logements intergénérationnels etc.).

Il échet de même de fixer des contraintes concernant le **type de construction adapté à la commune dans le sens d'une intégration harmonieuse dans le bâti existant.** Des exigences en matière d'imperméabilisation des sols s'imposent dans la même mesure.

D'autres facteurs à ne pas négliger sont: une végétalisation optimale, la préservation des espaces verts, la culture de plantes indigènes; une orientation idéale des lotissements vers le paysage ouvert; des directives claires pour des **espaces routiers calmes en termes de trafic** (rues plus étroites, aménagement cohérent des voies pédestres et cyclistes); division du projet en **différentes phases de réalisation**.

Lors de l'établissement des PAP, la commune devra utiliser plus concrètement des instruments qui vont au-delà: imposer des **contraintes aux maîtres d'ouvrage dans les conventions communales** qui vont dans le sens des dispositions prémentionnées (imposer la création d'espaces verts publics attractifs).

Lors de la **transformation de quartiers existants ou de la planification de nouveaux quartiers**, les principes fondamentaux suivants sont d'application: les **espaces publics**, en tant que lieu d'échange social, revêtent une importance particulière; une végétalisation variée est un must; des mesures conséquentes en vue de l'accalmie du trafic individuel doivent être prises; la **mixité sociale et la mixité des formes d'habitation** dans le sens d'une utilisation intergénérationnelle et dans l'intérêt des différentes compositions de ménage (familles, familles monoparentales, seniors, personnes à mobilité réduite) sont de mise; des **commerces (de détail) de proximité** facilitent l'approvisionnement et les chemins en direction des infrastructures publiques sont courts.

08

ECONOMIE DE SURFACE – FORMES D'HABITATION SOCIALES: LES VISIONS DU LOGEMENT DE DEMAIN

L'avenir appartient aux **formes d'habitation compactes et innovatrices**, ceci à des fins de protection des sols, mais aussi pour des motifs sociaux. Les formes d'habitation économes en surface, et donc moins onéreuses, peuvent être promues dans le PAG au moyen de directives appropriées. Aussi, les plans d'aménagement particuliers (PAP) constituent un instrument important dans ce sens: mise en place d'un inventaire des «Baulücken», organisation de concours urbanistiques pour les nouveaux lotissements, la visite de projets modèles de construction compacte dans le cadre d'une formation interne communale, la sensibilisation des employés communaux et des habitants à l'attrait et au confort de ces formes de construction compactes et à leurs avantages par rapport aux formes traditionnelles. Ce faisant, la commune doit promouvoir l'aménagement d'espaces publics communautaires, dans l'intérêt de l'échange social: habitat collectif, coopératives d'habitation, groupements d'habitat participatif ...

09

DES LOCALITÉS VERTES POUR RENFORCER LA QUALITÉ DE VIE

Les communes doivent garantir une **végétalisation attractive et conséquente** de leurs localités: un concept de végétalisation doit être élaboré en collaboration avec les habitants, les différentes rues, les espaces publics, l'intégration dans le paysage; la création graduelle de coulées vertes au sein des différentes localités et entre les localités doit être assurée; lors de nouveaux projets de lotissement, une bonne végétalisation et la culture de plantes indigènes doivent être imposées aux propriétaires et promoteurs; les terrains communaux doivent être plantés de bois indigènes et gérés durablement; l'imperméabilisation des sols doit être évitée resp. réduite; les citoyen/nés doivent être encouragé(s) à végétaliser leurs terrains (plantes au lieu de gravier ...).

10

PRÉSERVER ET VALORISER NOTRE PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL

Un bon **inventaire** est le fondement de la préservation et de la valorisation du patrimoine naturel et culturel. Celui-ci peut se faire dans le cadre du PAG ou indépendamment de celui-ci. Il doit comporter tous les **objets isolés ainsi que les ensembles de constructions culturelles et historiques** qui sont précieux et dignes d'être préservés pour des raisons de protection des monuments. Il doit respecter des critères professionnels, objectifs, ainsi que le fait qu'un objet à conserver peut aussi bien revêtir (aux yeux des citoyen/nés) une grande importance d'ordre émotionnel. Une conséquence logique de cet inventaire serait – pour la commune – de devoir intervenir auprès de l'Etat pour que celui-ci classe certaines zones resp. des monuments historiques et culturels importants en tant que monument national dans le cadre de la procédure de classement prévue par la loi (inscription dans la liste des monuments protégés). Dans le cadre du PAG, des zones/objets isolés doivent au-delà être inscrits comme secteur protégé - assortis de mesures de protection détaillées - dans le règlement communal sur les bâtisses.

Les citoyen/nés doivent être sensibilisés à l'importance de préserver les particularités de leur commune au moyen d'une politique d'information efficace et un bon service de conseil doit être assuré au profit des habitants qui souhaitent faire des travaux de rénovation (introduction d'une prime pour la rénovation de la façade ...).



Préserver et protéger la nature et les paysages qui sont l'âme de toute commune

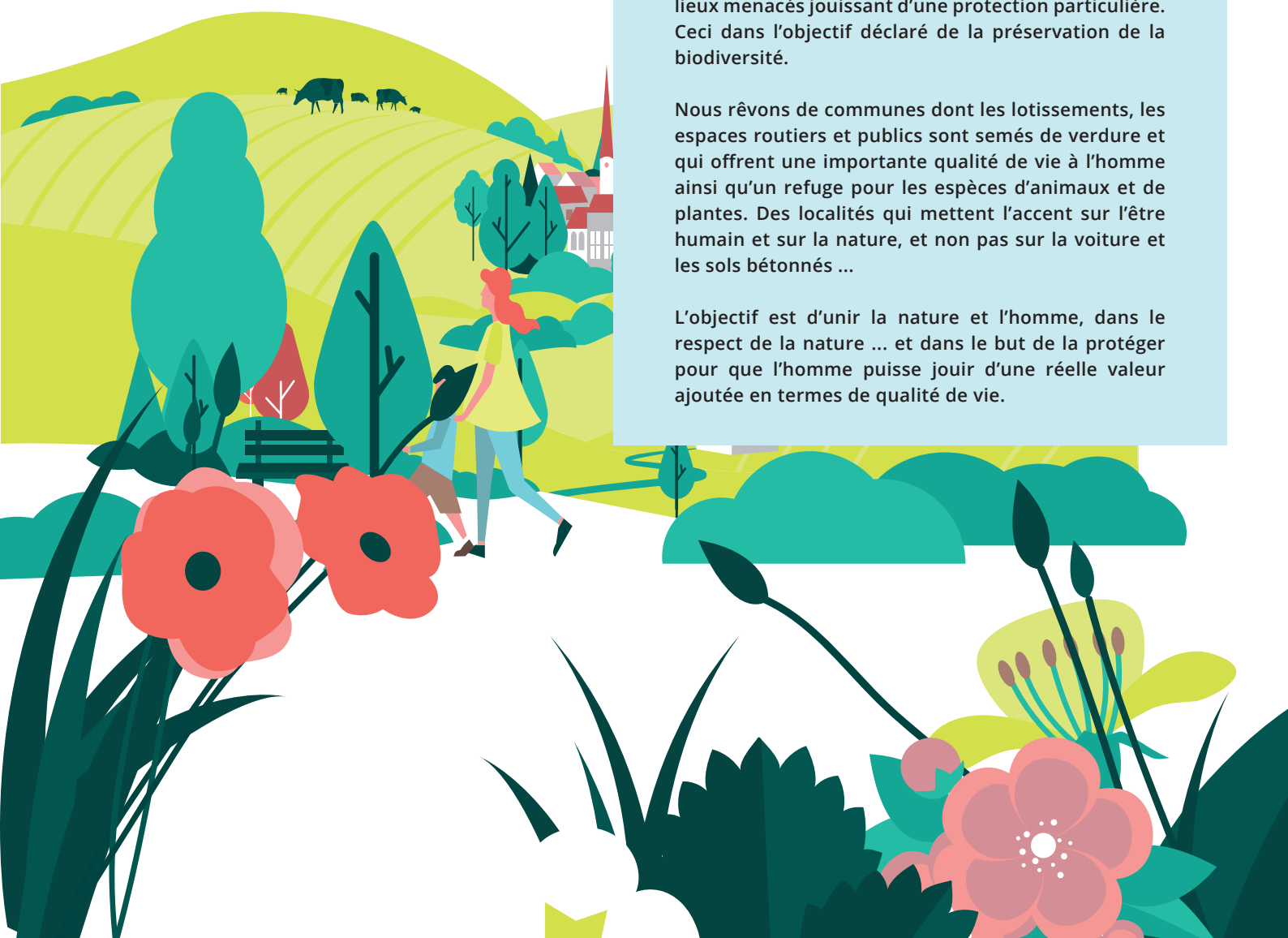


NOTRE VISION

Nous rêvons de quartiers, de villes et de villages qui sont intégrés dans des paysages culturels proches de la nature et qui invitent au repos, qui sont riches en haies champêtres, en allées d'arbres et autres habitats naturels ... et qui par conséquent sont habités d'une faune et d'une flore diversifiées, les espèces et les lieux menacés jouissant d'une protection particulière. Ceci dans l'objectif déclaré de la préservation de la biodiversité.

Nous rêvons de communes dont les lotissements, les espaces routiers et publics sont semés de verdure et qui offrent une importante qualité de vie à l'homme ainsi qu'un refuge pour les espèces d'animaux et de plantes. Des localités qui mettent l'accent sur l'être humain et sur la nature, et non pas sur la voiture et les sols bétonnés ...

L'objectif est d'unir la nature et l'homme, dans le respect de la nature ... et dans le but de la protéger pour que l'homme puisse jouir d'une réelle valeur ajoutée en termes de qualité de vie.



01

L'UNION FAIT LA FORCE – LES SYNDICATS FONT AVANCER LA PROTECTION DE LA NATURE DE MANIÈRE CONCRÈTE!

Chaque commune devrait être **membre d'un syndicat de protection de la nature** (aussi celles qui à ce jour n'ont signé qu'une convention de coopération). Afin de garantir la meilleure transparence ainsi que la meilleure acceptation des initiatives des syndicats, la **Commission consultative en matière d'Environnement** doit être informée et impliquée (autant que possible) régulièrement dans les travaux syndicaux, et l'ensemble des **documents sur les travaux et priorités** des syndicats doivent toujours être disponibles pour que les **membres du Conseil communal** ainsi que les membres de la Commission consultative en matière d'Environnement puissent en prendre connaissance; aussi les **citoyen/nes** doivent-ils/elles être tenu(e)s au courant de l'évolution des travaux. Un **site internet bien construit et informatif** est censé être une évidence pour tout syndicat de protection de la nature!

02

LA COMMUNE EST RESPONSABLE DE LA PRÉSERVATION DES ZONES PROTÉGÉES QUI PRÉSENTENT UNE BIODIVERSITÉ D'UNE VALEUR IMPORTANTE!

La commune doit protéger et conserver les zones communales qui d'un **point de vue européen ou national sont d'une richesse et d'un attrait extraordinaires**, aussi pour l'homme (zones NATURA2000, les zones relatives aux habitats et aux oiseaux). Ceci au moyen d'une désignation expresse dans le plan d'aménagement communal, au même titre que les zones de protection nationales.

Au-delà, la commune doit participer activement à l'élaboration des **plan de gestion** de ces territoires par le ministère du Développement durable/ Administration de la nature et des forêts ainsi qu'à leur transposition et elle doit mettre à profit les instruments de financement étatiques à sa disposition. Il échet d'informer concrètement les **citoyen/nes** sur l'existence et sur l'importance de ces territoires.

De même, les **territoires qui revêtent une importance** (dans le cadre de la protection de la nature) **aux yeux de la commune**, doivent être désignés clairement dans le plan d'aménagement communal et faire l'objet d'une protection adaptée. Ne perdons pas de vue que ce sont souvent ces territoires – même de petite taille – qui constituent la richesse naturelle et l'identité historico-culturelle de la commune.

03

PAG ET PAP: METTRE LA PLANIFICATION COMMUNALE AU SERVICE DE LA PROTECTION DE LA NATURE!

La **protection de la nature et la biodiversité** jouissent d'une **grance importance** dans le cadre de l'**étude préparatoire** qui doit être faite parallèlement au nouveau PAG (notamment par un inventaire professionnel et actuel des sites naturels tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des zones urbanisées, l'élaboration d'un concept communal cohérent de protection de la nature et des zones vertes). Des surfaces particulièrement précieuses du point de vue écologique doivent être désignées comme zones de protection ou zones vertes à l'intérieur du périmètre de construction; les terrains constructibles qui revêtent une importance particulière en termes de protection de la nature devront, le cas échéant, faire l'objet d'un **reclassement** en zones vertes; des **servitudes d'urbanisation** doivent être conservées ou créées afin de garantir une végétalisation cohérente.

De même, les opportunités de **création de sites verts dans le cadre des PAP** doivent être mises à profit: il s'agit e.a. d'utiliser les 25% en surfaces légalement imposées pour la réalisation d'objectifs collectifs à des fins de végétalisation des quartiers (au moyen des dispositions adéquates arrêtées dans la convention passée avec le promoteur); de retenir des critères minima pour les plantations; de fixer les réglementations concernant la limitation de la surface de scellement ainsi que la prise de mesures de désimperméabilisation du sol dans le cadre du règlement communal sur les bâtisses; d'arrêter des dispositions contraignantes en matière de création de ceintures vertes (vergers, jardins, ...) lors de la désignation de nouvelles zones d'habitations.

Des **terrains repris en tant que zones constructibles dans l'actuel périmètre de construction**, mais sur lesquels se trouvent des **éléments structurels précieux, dignes d'être préservés** (du point de vue de la protection de la nature ou des citoyen/nes pour qui ces éléments sont d'une importance particulière, tels des vieux arbres isolés, des haies paysagères, etc.), doivent être classés comme **zones vertes ou patrimoine naturel** dans le cadre du nouveau PAG.

La commune doit participer à la création d'un **pool de surfaces**, mis en place par l'Etat et dont le but est de compenser les interventions qui sont faites dans la nature. En coopération avec les syndicats, la commune doit veiller à retenir des sites régionaux comprenant les surfaces adaptées pour une éventuelle compensation dans le cadre d'un projet de lotissement.

04

LA BIODIVERSITÉ AU SEIN DE LA COMMUNE: UNE AFFAIRE IMPLIQUANT UNE SÉRIE D'ACTEURS ET NÉCESSITANT DE NOMBREUSES MESURES

Diverses initiatives concrètes sont de nature à préserver et protéger la nature et les paysages. Voici quelques exemples: entretien et préservation des haies – cartographie systématique et utilisation adéquate des prairies humides, des prairies de fauche maigres ainsi que des pelouses sèches et semi-sèches – acquisition éventuelle de ces surfaces écologiquement précieuses et affermage consécutif aux agriculteurs – cartographie, entretien et valorisation (aussi au moyen de cueillettes par des personnes privées, de projets avec des associations locales) de prés-vergers – travaux de renaturalisation des cours d'eaux avec un aménagement de bandes riveraines – prise de mesures spécifiques de protection des espèces ciblant l'amélioration de la qualité des biotopes au profit d'espèces particulièrement menacées (chauve-souris, chouette chevêche) ainsi que la protection des oiseaux qui adoptent des bâtiments comme sites de nidification (hirondelles, martinets, moineaux domestiques), notamment en aménageant des nichoirs à l'intérieur des bâtiments – interdiction des pesticides dans les baux à ferme de la commune, etc.

05

AUGMENTER LA QUALITÉ DE VIE GRÂCE À DES VILLAGES VERDOYANTS

La commune opte pour les initiatives suivantes afin de végétaliser les villages et protéger les espèces et les habitats aussi en zone d'habitation:

- analyser - si possible en collaboration avec les citoyen/nes - les possibilités de **végétaliser davantage les quartiers existants, les rues et les places publiques;**
- **relier les éléments végétalisés existants entre eux**, en créant des corridors pour permettre ainsi un échange entre les espèces et offrir aux habitants une « bande verte » attrayante qui serpente à travers leur village;
- **implanter systématiquement de nouveaux biotopes**, comme des haies et des arbres fruitiers, restaurer, préserver et construire des murs secs;

- en cas de nouvelles plantations, recourir uniquement aux **espèces indigènes;**
- **cultiver des prairies sauvages**, des habitats pauvres en substances nutritives et les promouvoir en fauchant et en éliminant les déchets verts;
- diversifier davantage: appliquer le concept du **fauchage tardif** respectivement du fauchage alterné avec **élimination des déchets verts**, e.a. en bordure des sentiers communaux;
- **utiliser des techniques douces** dans le domaine de **l'entretien des gazons** (pas de broyeurs, pas de débroussailleuses aspirantes), permettre la croissance de «**prairies sauvages**» (un gazon sans mauvaise herbe n'est pas une nécessité absolue) et assurer les **travaux d'élagage par des professionnels;**
- faire des **façades végétalisées** sur les bâtiments communaux;
- garantir une **formation continue** systématique des collaborateurs/-trices des services techniques dans le sens d'un aménagement des lieux et places publics résolument proche de la nature;
- **réduire l'emploi des engrais**, éviter l'utilisation de pesticides et interdire les pesticides dans le cadre des **baux à ferme** conclus pour les surfaces agricoles communales;
- réaliser un cadastre des **arbres communaux isolés** et assurer leur protection dans la mesure du possible (clarifier si nécessaire leur désignation dans le cadre du règlement communal sur les bâtisses);
- cultiver des plantes comestibles dans certains lieux, suivant l'idée de la «**ville comestible**»;
- **rendre les cours d'écoles plus vertes** – aussi dans l'intérêt des enfants.



06

SENSIBILISER LES CITOYEN/NES À LA VALEUR ET À LA NÉCESSITÉ DE PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ ET PRÊTER UNE OREILLE ATTENTIVE À LEURS PRÉOCCUPATIONS

Les citoyen/nés doivent être sensibilisés à l'importance et à la diversité des espèces car cela renforce leur bien-être, voire leur qualité de vie, et leur permet de s'identifier davantage avec leur commune.

Cette sensibilisation se fait en **impliquant activement les citoyen/nés dans les projets et planifications**, notamment lors de la conception d'un projet de végétalisation, ou bien en informant les citoyen/nés régulièrement sur l'avancement des travaux en cours. Les enfants et jeunes doivent également être impliqués de manière ciblée (p.ex. dans le cadre du programme «people for nature»). Au-delà, il échet d'informer les citoyen/nés sur l'existence de programmes de subventionnement public (notamment en faveur de la plantation d'arbres fruitiers à haute tige).

Dans la même mesure, la commune doit assurer une **bonne communication sur la valeur des spécificités naturelles** des lieux: notamment en présentant officiellement le relevé des biotopes et des espèces animales lors d'une assemblée publique, ou en publiant une brochure d'information ou encore en organisant des visites et des randonnées.

07

ENGAGER UNE NOUVELLE VOIE DANS L'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE – DANS LE RESPECT DE LA PROTECTION DE LA NATURE

La commune doit **équitablement satisfaire les intérêts de la protection de la nature et des intérêts en matière d'énergie**. Elle doit éviter une surexploitation de ses forêts à des fins énergétiques, interdire toute réaffectation des surfaces vertes communales qui revêtent un intérêt écologique important, renoncer aux monocultures dans le cadre des cultures énergétiques sur les sols communaux.

La **mise à profit de l'énergie éolienne sur les sites appropriés** conformément au cadastre national est à promouvoir, or, il échet d'éviter d'emblée les projets qui ciblent des endroits qui ne conviennent aucunement.





Assurer une gestion judicieuse des forêts communales en tant qu'espace récréatif de l'homme et habitat naturel de la faune et de la flore



NOTRE VISION

Nous rêvons de forêts diversifiées et proches de la nature qui hébergent une importante biodiversité, qui sont le lieu de prédilection de l'homme en quête de repos et de détente, et qui invitent à s'y promener, s'y prélasser et s'émerveiller ...

La précieuse ressource qu'est le bois sera surtout travaillé et valorisé dans la région à l'avenir: pour la construction, la menuiserie etc. ... créant ainsi également des emplois dans la région. Toute surexploitation économique de la forêt est exclue d'office. L'utilisation du bois en tant que fournisseur d'énergie se fait dans le strict respect des critères de protection de la nature et selon le mode de l'utilisation en cascade.

De plus en plus de surfaces boisées appartiendront à la nature: l'homme n'y interférera plus. Ces réserves forestières intégrales constituent des lieux de refuge indispensables à certaines espèces, dont la survie est également menacée dans nos forêts indigènes gérées pourtant de manière à ménager la nature, et jouent donc un rôle important dans la biodiversité.

Selon notre vision, la gestion et l'exploitation des forêts relève principalement de la décision des communes mêmes et des hommes et des femmes qui y vivent.



01

PROTÉGER AU MIEUX LES FORÊTS COMMUNALES – ESPACE DE REPOS DE L'HOMME ET HABITAT NATUREL DE LA FAUNE ET DE LA FLORE!

En étroite collaboration avec les citoyen/nes, la commune doit – au-delà d'une bonne gestion générale de ses forêts – cibler la **protection spécifique de surfaces boisées qui présentent un intérêt écologique particulier** (réserves forestières naturelles, biotopes forestiers écologiquement précieux) et contribuer ainsi à la préservation de la biodiversité.

02

GÉRER LES FORÊTS DANS LE RESPECT DE LEURS DIVERSES FONCTIONS

La commune doit garantir une gestion durable de ses forêts.

- Un **plan de fonction forestière** doit retenir les surfaces boisées ainsi que la manière dont elles seront exploitées à l'avenir (p.ex. comme zones de récréation; comme zones de protection des espèces, des sols, des courants d'eau ou du climat ...).
- Ce plan de fonction forestière servira de base à un **plan d'aménagement forestier**, qui retient une stratégie pour la gestion des parcelles isolées des forêts communales sur 10 ans (comprenant aussi p.ex. des mesures permettant l'intégration de forêts de bois feuillus du même âge et pauvres en espèces dans des forêts mixtes graduées).
- Dans ce contexte, des **critères de gestion écologique** sont fixés (p.ex. autoriser un abattage qui est explicitement lié à une utilisation, respectivement transformation régionale du bois).
- Les **sentiers forestiers** doivent être aménagés dans le respect de la protection de la nature et de la fonction récréative (largeur maximale 3 m). L'utilisation d'engins forestiers pour la récolte du bois n'est autorisée que dans des cas exceptionnels, le recours aux chevaux devant être privilégié et promu systématiquement.
- Un éventuel **remembrement forestier** doit respecter des mesures contraignantes de protection de la nature.
- Les forêts de la commune doivent être **certifiées FSC**; dans l'intérêt d'une bonne gestion forestière, il est recommandé de profiter des subventions allouées par l'Etat dans ce cadre.

03

LE BOIS – EXPLOITER CETTE RESSOURCE NATURELLE DE MANIÈRE RESPONSABLE DANS L'INTÉRÊT DE LA RÉGION!

Dans le but de créer une valeur ajoutée régionale ainsi que des emplois dans la région, cette ressource précieuse qu'est le bois devra davantage faire l'objet d'une transformation, d'un ennoblissement et d'une mise à profit au niveau régional. Ce faisant, une **utilisation en cascade** doit être garantie (l'utilisation à des fins de construction étant prioritaire, l'utilisation énergétique devant être limitée; l'utilisation de bois certifiés FSC issus de la région dans le cadre de l'acquisition (p.ex. de meubles) et la mise à profit de bois dans le secteur du bâtiment doivent être autorisées explicitement dans le cadre du règlement communal sur les bâtisses.

04

ASSURER UNE GESTION DURABLE DES FORÊTS AUSSI EN COLLABORATION AVEC LES PROPRIÉTAIRES PRIVÉS

Ensemble avec l'administration de la nature et des forêts et «FSC-Lëtzebuerg», la commune doit venir en **aide** aux propriétaires forestiers privés (qui possèdent non moins de 50% des forêts) pour assurer une **exploitation et une utilisations proches de la nature de leurs surfaces boisées**. Au-delà, la commune doit informer ces propriétaires sur les **aides financières allouées par l'Etat** dans le cadre du règlement relative à la biodiversité lors de la réalisation de mesures de protection de la nature dans les forêts privées (p.ex. îlots de bois morts).

05

COLLABORER ÉGALEMENT AVEC LES LOCATAIRES DE CHASSE – DANS L'INTÉRÊT DE TOUS LES ACTEURS

Le contrôle de la **densité du gibier** est une mission importante qui incombe au garde forestier et qui doit se faire au moyen de l'aménagement de placettes témoins (afin de pouvoir constater si la densité est trop importante). Si les dégâts d'abroussissement du gibier s'avèrent trop importants malgré les avertissements faits à l'adresse des locataires de chasses, la commune devra repenser et remettre en question les baux de chasse dressés pour les forêts communales.



L'homme doit reprendre possession des rues en tant qu'espace de vie: priorité à la mobilité douce et aux espaces publics attractifs!



NOTRE VISION

Nous rêvons de villages et de quartiers où les rues et les places publiques sont des espaces de vie et de rencontre de l'homme, des communes où les citoyens peuvent aisément se déplacer à pied ou à vélo, où l'espace public offre aux enfants une multitude d'endroits pour jouer, où les habitants jouissent d'une importante qualité de vie. Notre vision des communes de demain est dominée par la mobilité douce et la priorité aux trains, aux bus, aux vélos et aux piétons. Bref, des communes qui accordent la priorité à l'homme – et non à la voiture.

Nous ne voulons pas de rues dominées par le trafic individuel croissant, qui oblige l'homme à se retirer sur des trottoirs étroits et les places publiques ... dominées par le béton et les aires de stationnement, et parsemées tout au plus de quelques brins d'herbes. Nous voulons – pour nous et pour nos enfants – des villes et des villages vivants disposant d'espaces routiers qui sont des lieux de rencontre et de contact social.



01

LE LUXEMBOURG SUR LE CHEMIN D'UNE POLITIQUE DE MOBILITÉ PLUS RESPECTUEUSE DE L'HOMME: UNE VISION COMMUNE POUR L'ETAT ET LA COMMUNE!

Pour ce qui est de la **mobilité**, la commune doit s'engager en faveur d'une **planification plus respectueuse de l'homme dans le cadre de projets étatiques** et revendiquer une promotion prioritaire de la mobilité douce et des transports en commun (à l'occasion notamment de l'établissement du plan sectoriel „Transports“, de la conception des nouvelles plateformes multimodales ou des stationnements, de la fixation des horaires). La commune doit intervenir auprès de l'Etat et soumettre l'idée de **l'organisation de conférences sur la mobilité à échelle régionale** (à l'occasion desquelles l'offre en termes de mobilité est régulièrement évaluée) et **participer activement à l'établissement de concepts de mobilité dans le cadre de la coopération régionale** (p.ex. dans les régions conventionnées, au sein des syndicats ...).

02

LES CITOYEN/NES SONT BIEN CONSCIENTS DES PROBLÈMES – LA PARTICIPATION CITOYENNE EST UN MUST!

Les différentes possibilités de **faire participer les citoyen/nés dans le cadre de la mobilité** doivent être exploitées. Leur savoir et leurs expériences doivent notamment être mis à profit pour repenser les lignes et les horaires du transport public, pour améliorer le réseau des chemins pédestres et des pistes cyclables, et pour mener à bien des projets de planification importante (p.ex. mesures pour calmer le trafic). La commune doit désigner **un(e) délégué(e) aux transports** qui est la personne de contact privilégiée pour les citoyen/nés et leurs préoccupations concernant la mobilité. La création d'une **commission/groupe consultatif(ive) chargé(e) des questions et conseils** autour de la mobilité doit être une évidence dans chaque commune.



03

S'ENGAGER EN FAVEUR D'UNE PLANIFICATION EFFICACE DE LA MOBILITÉ AU NIVEAU RÉGIONAL – AU PROFIT DE LA COMMUNE ET DE SES HABITANTS

L'établissement d'un **concept global** pour la mobilité (mobilité douce, transport public, trafic individuel), accompagné d'objectifs et d'instruments clairs, constitue le meilleur cadre d'action pour la commune. Tout **concept de mobilité régional respectivement communal** doit par conséquent être une vision de l'avenir (faisant l'inventaire de la situation actuelle et fixant un catalogue de mesures aux objectifs clairs), établi en collaboration – dans la mesure du possible – avec les communes voisines ou de la région et avec la participation des citoyen/nés. Un **contrôle régulier du succès** des mesures introduites doit être fait et publié par la suite.

04

DÉVELOPPEMENT DE QUARTIERS D'HABITATION, AMÉNAGEMENT DE PLACES PUBLIQUES ET DE RUES...: PLACER L'HOMME AU CENTRE – À L'AIDE DES BONNES PRIORITÉS!

Des initiatives comme le «**shared space**», la planification de lotissements **sans voitures**, une **gestion de parkings restrictive** (les parkings ne sont plus à proximité des maisons, mais sur des aires de stationnement situées plus loin; imposer une réduction du nombre de parkings autorisés pour les nouveaux projets de lotissement; remplacer une partie des parkings par la mise en place d'abris pour vélos) permettent de réduire le trafic d'embée, de promouvoir la **mobilité douce** et de réaliser des **localités aux chemins courts**.

C'est pourquoi ces initiatives – et dans la même mesure les initiatives d'accalmie du trafic, d'un bon aménagement de voies pédestres et cyclistes – doivent être des **éléments centraux et des PAG** (plan d'aménagement général) et des **PAP** (plan d'aménagement particulier). La mixité des activités (travail, habitat, approvisionnement, repos ...) permet au-delà d'encourager les contacts sociaux et de limiter les distances de transport.

05

APAISER LE TRAFIC DE MANIÈRE CONSÉQUENTE: AU PROFIT D'UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE, D'UNE RÉDUCTION DU BRUIT, D'UN ACCROISSEMENT DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ... UNE PRIORITÉ COMMUNALE DE PREMIER ORDRE!

Afin de rendre l'espace routier (du moins en partie) à l'homme et au contact social, il est incontournable de dresser – en collaboration étroite avec les citoyen/nés - un plan pluriannuel des priorités communales concrètes en vue de l'accalmie du trafic (prévoyant e.a. un vaste réseau de zones (zones de rencontres) 20km/h ou 30 km/h; limitant le trafic dans les rues de manière générale et réduisant volontairement l'étendue des rues; aménageant des routes nationales au sein des localités dans le respect de l'homme, où la vitesse est réduite considérablement). Une attention particulière doit être vouée à la mise en place de chemins sécurisés qui mènent vers l'école, ceci en collaboration avec les enfants et les jeunes concernés.

06

DES RUES ET DES PLACES POUR LES PIÉTONS – AU PROFIT DES RIVERAINS ET HABITANTS DU QUARTIER!

Dans le cadre du plan d'aménagement, lors de la planification de (nouveaux) lotissements, de la création de nouvelles infrastructures, les communes doivent prévoir des chemins pédestres qui sont courts, attractifs et sécurisés: pour se rendre à l'école, aux commerces, aux infrastructures culturelles ... Les intérêts et besoins des piétons doivent également être pris davantage en considération lors de l'établissement ou lors d'un changement de PAG et PAP (notamment par une planification directe de chemins pour piétons dans les nouveaux lotissements).

La commune doit également mettre à profit l'instrument du «check piétons», dans le but de pouvoir aménager des chemins plus attractifs, grâce aux propositions émanant des citoyen/nés. Des chemins et sentiers existants doivent faire l'objet d'une correction – en améliorant leur attractivité, en ajoutant de nouvelles voies (meilleur aménagement optique, mise en place de feux au profit des piétons etc.).

07

LE VÉLO - MOYEN DE LOCOMOTION QUI CONVIENT À CHAQUE CITOYEN/NE

La commune doit exploiter tous les moyens à sa disposition pour promouvoir les possibilités de recourir au vélo comme moyen de se déplacer: l'espace routier doit faire l'objet d'un aménagement conséquent dans le sens du trafic des vélos – au moyens de pistes cyclables traversant et reliant les localités et communes, l'aménagement de zones 20 km/h et 30 km/h et de zones «shared space», la conception d'un plan de trafic cycliste/réseau de pistes cyclables; éventuellement l'aménagement de rues réservées aux vélos, la mise en place d'un cadastre de résistance, une conception optimale de cheminements cyclistes et une séparation de la route qui est respectueuse des vélos. La liaison du réseau cycliste local au réseau régional respectivement national est un must.

De bons parkings réservés aux vélos sont incontournables: le règlement communal sur les bâtisses doit imposer la mise en place d'un nombre minimal de parkings pour vélos lors de chaque nouvelle construction d'immeuble résidentiel. Des emplacements pour stationner les vélos doivent être aménagés à proximité directe de toutes les infrastructures publiques; l'utilité des dites «M-box» (protection contre les vols et les intempéries garantie) près des gares CFL n'est plus à prouver; d'autres acteurs (supermarchés etc.) doivent être encouragés à aménager des abris pour vélos.

Au-delà, la commune peut et doit prendre une **multitude de mesures détaillées qui encouragent le recours au vélo:** prévoir des stations de recharge pour vélos électriques à des endroits stratégiques et mettre à disposition des pompes à vélo; réaliser un dépliant qui reprend le réseau des pistes et chemins cyclables; mettre des vélos à la disposition du personnel communal etc.



08

RENDRE LE TRANSPORT PUBLIC ATTRACTIF ET PERFORMANT POUR EN FAIRE UNE VÉRITABLE ALTERNATIVE À LA VOITURE!

La commune doit mettre à profit la multitude de possibilités qui s'ouvrent à elle pour augmenter davantage l'attrait du transport public. Pour y arriver, elle doit e.a.:

- **optimiser les lignes** de bus (voies réservées aux bus, arrêts de bus facilement joignables, tracés judicieux, adaptation du nombre de courses, des possibilités de changement de ligne et de la qualité en général des moyens de transport public ainsi que des infrastructures (en impliquant les citoyens/nes); examen de l'évolution sur base régulière;
- offrir un **transport public attractif et flexible** (mise en place de « shuttle bus » pour assurer le transport en direction des bâtiments publics, introduction d'un « city-bus »; soutien financier aux clubs et associations qui voyagent en bus à l'occasion de tournois, matchs, entraînements; mise en place de bus à la demande, de bus pour jeunes, de taxis collectifs; participation à un système de transport public (ex.: «Late-night-bus»);
- garantir un transport sécurisé pour les élèves des écoles primaires (personnel d'accompagnement etc.);
- **aménager des arrêts de bus et de trains attractifs** (faciles à reconnaître, équipés d'une toiture protectrice etc, et fournissant les informations nécessaires);
- **offrir des titres de transport spécifiques flexibles pour des occasions données** (notamment des manifestations culturelles et de loisir, au moyen de tickets combinés (transport/entrée); lancer des campagnes de sensibilisation ciblées dans les entreprises, les écoles, les gares et sur les places publiques etc. (p.ex. pour présenter de nouveaux horaires, l'action «se rendre au travail en vélo», informations dans le contexte d'offres spéciales/ «Schnuppertickets»).
- offrir des «**job-tickets**» au personnel communal;
- garantir une information **optimale sur l'offre en transports publics** (présentation des horaires à l'intérieur des abris-bus, dans les bâtiments de la commune, dans les commerces ... et sur la page internet et sur le papier en-tête de la commune).

09

ENGAGER DE NOUVELLES VOIES DANS LE CADRE DE LA MOBILITÉ, AU PROFIT DES ENTREPRISES - ÉTABLIES DANS LES ZONES D'ACTIVITÉS!

La commune doit inviter les entreprises à développer leur **propre concept de mobilité** (éventuellement en collaboration avec des entreprises voisines resp. dans le cadre d'une coopération à l'intérieur de la zone d'activités). De la sorte, des **mesures adaptées aux besoins spécifiques des collaborateurs** pourront être prises (adaptation de l'offre des transports publics aux besoins réels, annonces de covoiturage, mise en place de transports ciblés, Jobtickets, organisation d'un car-pool, car-sharing ou mise à disposition de vélos pour les trajets professionnels). Au-delà, la commune doit offrir des conseils aux entreprises en vue d'une gestion moderne et adaptée des parkings (réduire le nombre de places, investir l'économie d'argent ainsi réalisée dans l'organisation d'un transport en commun).

10

SUIVRE, PROMOUVOIR ET SENSIBILISER POUR DES SOLUTIONS INNOVANTES!

La commune doit rester **ouverte aux innovations et tendances nouvelles** dans la société, ne mentionnons que les deux tendances suivantes (parmi une multitude d'autres): collaborer avec les communes voisines dans le but de mettre au point un service commun de **partage des voitures** – et promouvoir et soutenir la mise en place d'un réseau de **covoiturage**. D'autres initiatives – comme les «**journées d'action sans voitures**» – doivent être envisagées, si possible en collaborant avec les communes voisines.





Une commune qui oeuvre de manière conséquente afin d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés en matière de climat et d'énergie!



NOTRE VISION

Nous imaginons des communes qui ... ont pour objectif premier de réduire leur propre consommation d'énergie ainsi que celle de leurs citoyen/nes et entreprises par une économie conséquente et une utilisation rationnelle de l'énergie.

Une commune qui met tout en oeuvre afin de couvrir les besoins énergétiques au moyen d'une énergie et d'une chaleur provenant de sources d'énergies renouvelables régionales. C'est ainsi que la commune contribue à conférer à la région une valeur ajoutée et à préserver, voire même créer des emplois.

Ce faisant, la commune soutient les efforts faits en ce sens par les citoyen/nes et les entreprises établies dans la commune. Elle soutient prioritairement les ménages à plus faibles revenus.

La commune est consciente du fait que ce sont surtout les «initiatives par le bas» qui constituent un levier important pour encourager un changement des mentalités dans le domaine de l'énergie. C'est pourquoi la commune apporte son aide à de telles initiatives provenant d'associations et de personnes privées, encourage des modèles de coopération économique et garantit un conseil pratique ainsi qu'un soutien ciblé, tant financier que logistique.



01

LA COMMUNE, UN ACTEUR IMPORTANT DE LA POLITIQUE DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT QUI SE DISTINGUE PAR DES PROGRAMMES AMBITIONNÉS

Les communes se sont dotées d'un programme de protection en termes de climat et d'énergie au moyen du dit pacte climat. Dans le but d'harmoniser celui-ci avec les conclusions scientifiques de la climatologie (qui revendique des réductions qui vont encore plus loin), le **concept communal élaboré en matière d'énergie et de climat devra être actualisé**. Les objectifs fixés sont très ambitieux, les **plans d'action et de financement touchent tous les domaines**, notamment les potentiels d'économie du côté des infrastructures, de la production d'énergies renouvelables et des formes de mobilité alternatives. La transposition ne se fera non sans les **commissions consultatives compétentes et bien d'autres acteurs**. Aussi, les **citoyen/nes** seront impliqués, leur créativité sera mise à profit et ils seront régulièrement informés sur l'état d'avancement du plan des mesures prises.

02

LA COOPÉRATION ET LE TRAVAIL EN RÉSEAU FONT LA FORCE

Le «Klima-Bündnis Lëtzebuerg» allie la protection du climat aux travaux faits dans le contexte «Nord-Sud». Chaque commune doit s'engager également à ce niveau et profiter des projets concrets et des modules pédagogiques du réseau des communes.

Un **conseil en matière d'énergie sur place**, assorti d'actions bien ciblées pour différents cercles de la population, est un énorme atout.

Les zones d'activités commerciales et industrielles ont aussi besoin d'une prise en charge, d'un conseil ciblé et de projets communs. L'engagement de personnes, d'associations et d'entreprises doit suivre les nouvelles tendances. Le rôle de la commune est de soutenir des projets comme la création de **pools de compétences par les entreprises**, la mise en place d'installations solaires collectives ou encore des initiatives qui s'insèrent dans le cadre de l'agriculture solidaire.

03

ASSURER DE NOUVELLES INITIATIVES SOCIALES ET DE MODÈLES SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES INNOVATEURS

La commune doit orienter son soutien de manière ciblée sur les **projets citoyens qui sont faits dans le sens de nouvelles**

coopérations économiques. Ateliers de réparation, cercles d'échange, coopératives ... contribuent à réduire les émissions de CO₂, à créer des emplois sur place et encouragent l'esprit de cohésion dans la communauté. A noter que la commune est également membre et/ou client dans cette constellation. Au-delà, il est important **d'informer sur les nouvelles formes de la consommation**. Tout en étant conscient que les meilleures optimisations techniques – l'augmentation du rendement – à elles seules ne suffisent point afin d'atteindre les objectifs de la protection du climat (p.ex. les économies réalisées sont par la suite dépassées par une consommation renforcée).

04

PLANIFIER ET CONSTRUIRE LES LOTISSEMENTS DE MANIÈRE INTELLIGENTE – VOILÀ LA CLÉ DU SUCCÈS!

Lors de nouveaux projets de lotissement, la commune vérifie s'il est judicieux de mettre en place un **réseau urbain de distribution de chaleur qui repose sur les énergies renouvelables**, elle privilégie une **orientation plein sud**, une **architecture compacte** et garantit l'intégration d'installations solaires. En cas de terrains appartenant à la commune, cette dernière joue un rôle modèle dans tous les domaines, notamment dans la promotion de nouvelles formes de constructions compactes, l'utilisation de matériaux de construction durables etc..

05

ÊTRE UNE COMMUNE INNOVATRICE ET SENSIBILISER LES ENTREPRISES AUX THÈMES DU CLIMAT ET DE L'ÉNERGIE

La commune doit encourager **l'échange entre les entreprises**, notamment sur les thèmes de l'approvisionnement énergétique ou de la mobilité. **Les campagnes communales autour de l'économie d'énergie et des énergies renouvelables** doivent aussi impliquer les entreprises, p.ex. via l'organisation d'une «**table ronde**» au sein des zones d'activités. D'éventuelles études de faisabilité sont cofinancées

par la commune. Dans le cadre des procédures **commodo**, des opérations économisant l'énergie et le recours aux énergies renouvelables/à un réseau local de chauffage s'imposent.

06

LA MEILLEURE ÉNERGIE EST CELLE QUI N'EST PAS CONSOMMÉE – FAIRE DES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE ET UNE UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE!

La **comptabilité énergétique** pour l'ensemble des infrastructures publiques est une nécessité: elle permet d'identifier les potentiels d'économie d'énergie et de mettre au point des concepts d'assainissement. L'évaluation des données EnerCoach permet de retenir les priorités dans un **plan pluriannuel en vue du financement** de l'optimisation énergétique des **bâtiments communaux et infrastructures**, et bénéficie au-delà d'un subventionnement de la part du Ministère du Développement durable. L'efficacité énergétique est un facteur primordial quand il s'agit d'éclairage (public), de machines, de flotte automobile ou d'équipements informatiques. Une **collaboration efficace des utilisateurs**, c.à.d. du personnel communal, est indispensable; la commune les implique de manière ciblée et vérifie en outre les possibilités qui s'ouvrent au moyen du **contracting**. Les **établissements scolaires** doivent eux-aussi faire partie de l'offensive – suivant l'idée des «enfants en tant que détectives de l'énergie». Les économies d'argent qui en découlent peuvent être mises à disposition des écoles afin de créer un défi et une incitation supplémentaires.

07

PRODUIRE SON PROPRE COURANT: POUR LE CLIMAT ET LA CRÉATION D'EMPLOIS DANS LA RÉGION

La commune informe les ménages et les entreprises sur les **surfaces de toitures** qui se prêtent à l'équipement d'une installation solaire. La commune met à profit les toitures des bâtiments communaux, en régie propre, ou bien elle les met à disposition des personnes intéressées. En collaboration avec les communes voisines, les agriculteurs et les propriétaires de surfaces boisées, la commune élabore un **concept de conversion durable de la biomasse**. Si les conditions cadre s'avèrent positives, la création d'un parc éolien peut être envisagée, p.ex. dans le cadre d'une coopérative citoyenne. La **cogénération** doit être exploitée de manière ciblée, même à petite échelle.

08

PROMOUVOIR LA PROTECTION DU CLIMAT: PAR DES CONSEILS JUDICIEUX ET DES INCITATIONS EFFICACES

Afin de pouvoir convaincre les citoyen/nes et les entreprises, il faut **sensibiliser et informer de manière professionnelle**. La commune montre l'exemple: elle publie ses propres objectifs et informe sur les résultats. Un conseil en énergie est presté et des campagnes autour des thèmes de l'économie d'énergie, de l'assainissement des logements et des énergies renouvelables informent sur les subsides que l'Etat/la commune octroie. L'organisation de **visites guidées de maisons**, le contact ciblé de **certaines groupes de personnes** («artisans» non professionnels, groupes de personnes de langues différentes) et la **reconnaissance publique** notamment par la remise de prix etc. redoublent l'impact. Les incitations communales renforcent l'attrait des **programmes d'aides publiques**, surtout au profit des ménages à plus faibles revenus. L'artisanat local est encouragé à devenir actif dans les domaines de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

09

ASSURER LA PROTECTION DU CLIMAT PAR UNE SÉRIE D'INITIATIVES ... QUI VONT AU-DELÀ DU DOMAINE DE L'ÉNERGIE

L'**alimentation** occupe une place primordiale dans la protection du climat. **La commune doit offrir (dans ses cantines et lors de fêtes/réceptions) des produits biologiques, de saison qui sont produits dans la région et elle doit réduire la consommation de viande**. Les emballages en aluminium et autres emballages non réutilisables sont remplacés. Le bois utilisé doit être certifié FSC, et issu de préférence de forêts indigènes, le papier doit provenir de produits recyclés. La **flotte automobile** de la commune soutient le renversement de la tendance en direction de l'électromobilité. Finalement, la commune encourage le recours aux **matériaux de construction écologiques** qui sont facilement recyclables.



Mettre de nouveaux accents sociaux et écologiques



NOTRE VISION

Nous avons un rêve ... qui nous ouvre des régions où les acteurs régionaux s'activent de plus en plus au niveau économique. Les visions-clés: assainissement de vieux bâtiments au lieu d'importation de sources énergétiques de provenance tiers monde; promotion du tourisme; ateliers de réparation régionaux au lieu d'achats renforcés d'articles à usage unique issus de productions internationales; production résolument régionale, transformation et commercialisation d'aliments de qualité ...

Notre rêve ne finit pas à ce stade: les régions adoptent de plus en plus de modèles économiques alternatifs et de coopération, dont le but est aussi de réunir des gens. Comprenez: promotion de coopératives, de projets comme l'agriculture solidaire, le soutien d'initiatives dites « sharing », qui ciblent l'échange social.

Ces activités ne renforcent non seulement la puissance économique, mais également les structures sociales: les emplois régionaux sont garantis et sécurisés face à la concurrence des marchés issus de la globalisation, leur dimension est transparente et compréhensible aux yeux des citoyen/nes; les emplois de proximité ont généralement une dimension plus sociale que les emplois dans les grandes multinationales, ils produisent une valeur ajoutée qui profite à la région et ils animent nos villes et nos villages.

Au-delà, ils permettent en partie d'avoir un recours plus prudent aux ressources naturelles. Les produits régionaux se distinguent par une distance de transport écourtée, une meilleure faculté de réparation, le cas échéant, et bien d'autres caractéristiques importantes.

01

LA COMMUNE - SYMPATHISANT ET CATALYSEUR DES ENTREPRISES RÉGIONALES

La commune doit venir en aide aux **entreprises/activités régionales** dans le cadre des moyens qui sont à sa disposition: notamment par la promotion de l'artisanat et du commerce locaux lors **d'appels d'offres et d'achats communaux**; par l'analyse des secteurs qui sont le plus propices à la promotion des productions et produits régionaux (ex. menuiserie).

Dans la mesure où cela est voulu et accepté, la commune devient le promoteur administratif et organisationnel des entreprises locales (notamment dans le domaine de la publicité).

Au-delà, la commune doit soutenir l'aménagement de **nouveaux commerces de proximité dans les villages/quartiers urbains**. Ceci par la mise à disposition de locaux appropriés respectivement par une aide organisationnelle/ administrative lors de la phase de l'installation.

Aussi, il échet d'encourager la création de **points de rencontres multifonctionnels dans les petits villages et quartiers de ville**, puisque ce sont des lieux d'échange et qu'ils assurent la fourniture de produits et de services de base (épicerie, vente de titres de transport public, journaux, etc.).

La commune soutient les **entreprises productrices respectueuses de l'environnement** d'un point de vue organisationnel et selon les moyens dont elle dispose, notamment par la fourniture de contacts et de bureaux d'information, en faisant elle-même appel à ces entreprises écologiques, en faisant de la publicité à l'occasion de manifestations et de foires régionales/communales. L'organisation de **séances de travail régulières** (1 à 2 fois/an) avec les entreprises établies dans la commune ou dans la région permettent de s'échanger et de partager des préoccupations; les concepts de mobilité spécialement conçus et promus par la commune au profit des entreprises ayant leur siège dans des zones d'activités, sont dans l'intérêt de chaque partie.

Une **politique énergétique résolument orientée vers l'avenir** permet au-delà de préserver les emplois existants et de créer de nouveaux emplois dans la région, p.ex. dans le domaine de l'assainissement des vieux bâtiments ou encore de la conception de projets de conseil dans le cadre d'une utilisation rationnelle des sources d'énergie.

02

PROMOUVOIR DE NOUVEAUX MODÈLES ÉCONOMIQUES DE COOPÉRATION – LA COMMUNE EN TANT QU'INITIATEUR D'UN MODÈLE SOCIAL INNOVATEUR

La commune est censée être le promoteur et l'incubateur d'idées novatrices et son rôle est d'encourager la création de réseaux. **Les citoyen/nés qui souhaitent initier des projets, doivent pouvoir compter sur l'appui actif de leur commune** (lors du développement d'un concept ou d'un business plan; lors de la recherche d'un endroit d'implantation p.ex. d'un jardin communautaire, la commune doit participer directement à certains projets etc.). La commune doit aussi informer régulièrement sur cette nouvelle forme de gestion.

La commune peut **initier des projets en régie propre**. Par exemple en collaborant avec des initiatives de chômeurs et en essayant de motiver ces derniers à réaliser des projets locaux (commercialisation de fruits, montage d'un réseau de services qui n'interfèrent pas avec les intérêts des entreprises et commerces, p.ex. sous le slogan „emprunter au lieu d'acheter“ – „ne pas acheter, emprunter un broyeur“); en lançant un appel à la création d'un atelier de réparation, en soutenant la création de réseaux régionaux (bourses d'échange etc.) ...

Il incombe au-delà à la commune de **promouvoir l'inclusion de manière conséquente**, d'employer des personnes à besoins spécifiques dans les services communaux (la facilité d'accès aux bâtiments doit évidemment être garantie) et d'encourager les entreprises à satisfaire à leurs obligations légales dans ce contexte, voire même à les dépasser.

03

PROMOUVOIR L'ARTISANAT ET LE COMMERCE RÉGIONAUX DANS LE CADRE DU PAG!

Au moyen du PAG, la commune peut promouvoir de manière ciblée la préservation/la nouvelle implantation d'entreprises artisanales régionales. Ceci notamment en autorisant l'implantation de PME au sein des localités dans le cadre des dispositions légales; ou encore en soutenant activement les entreprises qui sont à la recherche d'un nouveau site approprié; en appuyant la création de centres économiques régionaux (évitant la distribution diffuse des sites d'implantation) et en facilitant l'offre et donc l'accès au moyen des transports publics; en faisant avancer la «circular economy» par la réunion d'entreprises (il existe p.ex. de nombreuses entreprises qui produisent un surplus de chaleur qui pourrait être mis à profit dans une autre entreprise).





En outre, la commune doit **privilégier les commerces du centre-ville** par rapport aux grandes surfaces commerciales en périphérie, notamment en maintenant l'attractivité des centres urbains et en soutenant l'achat et la location de locaux commerciaux adaptés ...

04

TOURISME DURABLE: UNE OPPORTUNITÉ INTÉRESSANTE QUI VÉHICULE UN POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT AU PROFIT DE LA COMMUNE

La commune doit collaborer avec les communes voisines pour définir l'identité commune de la région du point de vue touristique, pour investir dans la formation des acteurs, pour **établir un plan d'investissement touristique pluriannuel commun** et pour garantir une bonne communication régionale (systèmes de distribution modernes etc.). Le renforcement touristique de la région s'obtient aussi en promouvant les établissements d'hébergement de haute qualité, les communes doivent par conséquent motiver ces derniers e.a. à joindre le réseau **EcoLabel**, le label luxembourgeois de référence attribué aux hébergements touristiques écologiques ...

La commune doit garantir la préservation des spécificités naturelles et culturelles par la saisie du potentiel, par l'élaboration d'une stratégie ciblée en vue de la valorisation de ces spécificités et par la conservation d'habitats naturels ainsi que de bâtiments et de lieux revêtant une valeur.

Au-delà, les idées de contribution communale à **l'offre en attractivités touristiques** ne manquent pas: organisation de manifestations propres ou soutien aux initiatives des entreprises du secteur horeca, publication d'un programme d'événements avec les communes voisines; mise en place d'un large réseau bien indiqué de sentiers pédestres et de pistes cyclables (à thèmes, le cas échéant); aménagement d'un système de vélos de location (aussi de vélos électriques); promotion des formes de tourisme actif (p.ex. randonnées et/ou tours en vélo sans bagages, offres ciblant les personnes handicapées, manifestations autour du thème «nature et culture»); soutien à la commercialisation des produits de l'artisanat local; ouverture des infrastructures sportives aux touristes/amélioration de l'offre «indoor».

Une politique d'information efficace dans le domaine touristique est une contribution précieuse de la part de la commune. En font notamment partie: le marquage uniforme et la bonne signalisation de

l'offre; la participation à un flyer informatif régional présentant les offres actuelles dans la région; une information efficace en termes de transports en commun et d'offres intéressantes qui ciblent les touristes (p.ex. titres de transport à tarif réduit ...).

05

AGRICULTURE DURABLE: UN ÉLÉMENT PRIMORDIAL D'UNE COMMUNE TOURNÉE VERS L'AVENIR

La commune apporte son soutien à une agriculture durable et surtout biologique en garantissant une **aide tant financière qu'organisationnelle lors de la commercialisation directe de produits de qualité issus d'une production biologique, respectivement régionale**: ceci notamment en utilisant ces mêmes produits dans les structures publiques (cantines scolaires, maisons relais) et lors de manifestations organisées par la commune; en intervenant dans la recherche de locaux de vente adaptés pour ces produits; en promouvant une publicité ciblée; en soutenant l'organisation régulière d'un marché local proposant des produits biologiques et régionaux ou encore en participant activement à la mise en place d'un réseau régional des producteurs, respectivement d'un réseau de vente directe.

Au-delà, la commune encourage les agriculteurs à diversifier leurs productions, à opter pour des filières de production innovatrices, respectivement à redécouvrir la production d'aliments «oubliés» mais d'antan typiques de la région, ainsi qu'à recourir à la biomasse à des fins de production énergétique.

La commune devient le catalyseur de projets agricoles solidaires, e.a. en mettant à disposition des surfaces agricoles, en devant elle-même un client dans le cadre des projets, en informant les citoyens-habitants de la commune sur les projets etc.

Finalement, la commune promeut la désignation de zones de protection des eaux potables et les conseils, ou, le cas échéant, les compensations dues aux agriculteurs, les prestations spécifiques des agriculteurs dans le cadre de la protection de la nature conformément aux arrangements contractuels (p.ex.: culture extensive de près), la plantation et l'entretien - par les agriculteurs - d'éléments de la nature qui revêtent une importance écologique particulière (arbres fruitiers/vergers, haies, ceintures vertes en périphérie), la préservation de la biodiversité dans le cadre de l'agriculture ...



Les communes en tant qu'acteurs de la protection des ressources et défenseurs d'un environnement sain où il fait bon vivre



NOTRE VISION

Nous voulons des communes qui offrent une grande qualité de vie et de logement ainsi qu'une importante protection de la santé, dont l'ensemble des habitants sont bénéficiaires.

Aussi, ces communes ménagent les ressources naturelles qui sont limitées, contribuant ainsi à donner un futur prometteur en héritage aux générations à venir.



01

DÉVELOPPER ET TRANSPOSER UN «PLAN D'ACTION ENVIRONNEMENT» EN COLLABORATION AVEC LES CITOYEN/NES!

Au début de chaque période de législation, la commune doit faire **l'inventaire de la situation du moment dans le domaine environnemental et développer des visions d'avenir** par rapport aux constats: Qu'en est-il de la pollution sonore? De la qualité de l'air (émissions de poussières fines, émissions de CO₂, situation en matière d'immissions)? Quelles sont les sources des nuisances? Quels sont les objectifs déjà fixés? Quels sont les moyens à disposition pour les atteindre?

Le but est de fixer un **plan d'action pluriannuel, afin d'assurer la mise en oeuvre de ces idées**. Les communes qui n'ont pas encore engagé un responsable «Environnement» doivent ce faire (éventuellement en collaboration avec des communes voisines).

02

IL FAIT BON VIVRE DANS LES COMMUNES QUI JOUISSENT D'UNE IMPORTANTE QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE

La pollution de l'air et les nuisances sonores ont un impact considérable sur la santé humaine, aussi mentale, et sur la qualité de vie. La commune doit par conséquent s'activer dans ces deux domaines (dans le cadre du programme environnemental prémentionné ou bien séparément), au moyen des instruments suivants e.a.:

- **Saisie et publication de l'état actuel des nuisances sonores et de la pollution de l'air – développement d'objectifs (p.ex. établissement d'un cadastre du calme);**
- **Faire un monitoring environnemental** (air - bruit) lors de nouveaux projets (en partant de l'achat de machines et outils jusqu'au projets d'infrastructure de taille);
- **Protection contre les pollutions sonores et de l'air aussi par les entreprises;**
- **Orientation du plan d'aménagement du territoire dans le sens de la qualité de l'air et du calme** (e.a. préservation des flux d'air froid/frais, dans le but de garantir un bon „échange d'air“);
- **Saisie et éradication des origines d'une mauvaise qualité de l'air** (e.a. prendre des

mesures en vue de réduire les pollutions dues au trafic, assurer une meilleure végétalisation de places publiques et de rues ...);

- **Réduction de la pollution lumineuse** (vérifier quelles sources lumineuses sont superflues, lesquelles peuvent être limitées dans le temps ou remplacées; programmation de l'éclairage public, respectivement de l'éclairage de certains monuments; adoption d'un règlement communal relatif aux panneaux publicitaires et à la réduction de la pollution lumineuse);
- **Réduction de l'exposition aux radiations** (élaborer, ensemble avec les communes voisines, un concept de site pour antennes GSM, qui tient compte de la situation de l'ensemble des immissions des antennes dans le cadre duquel des propositions d'amélioration sont soumises). La commune doit régulièrement revendiquer des contrôles relatifs aux contraintes environnementales de la part de l'Administration de l'Environnement;
- Une **gestion efficace des déchets** au moyen d'un inventaire actualisé, de la fixation d'objectifs claires et d'instruments concrets pour y arriver, d'un règlement communal sur la gestion des déchets qui rémunère les efforts de réduction des déchets, ainsi qu'une collecte séparée des différents types de déchets qui tient compte des besoins des habitants (système de collecte à domicile) combinée à l'offre d'un grand parc de recyclage, de la promotion de la méthode du compostage et à la transposition d'idées innovatrices en matière de prévention des déchets (e.a. réduction des déchets lors de festivités locales; promotion de réseaux favorisant l'échange d'objets).
- Clarifier ensemble avec le ministère compétent quelles sont les sites les plus pollués dans la commune qui sont repris dans le **cadastre national des sites contaminés et qui doivent faire prioritairement l'objet d'un assainissement**.

03

PROMOUVOIR DES MOUVEMENTS SOCIAUX INNOVATEURS ET LA TRANSPOSITION D'IDÉES CRÉATIVES!

La commune doit promouvoir et soutenir les **nouveaux modèles sociaux à caractère résolument innovateur**, qui contribuent à réduire les pollutions et à créer un environnement plus sain (notamment repair-café, cercles d'échange, bourse aux vêtements, points de prêt d'objets ...). De telles initiatives réduisent la consommation des ressources naturelles et encouragent les contacts humains dans les communes. Alors pourquoi ne pas aménager au coeur même de la commune ou dans différents quartiers des **lieux de rencontre communaux**, des **ateliers à projets** qui offrent une plateforme à la réalisation d'idées et d'initiatives? Alternativement, la commune peut se tourner vers la transformation des bois indigènes, la mise à disposition de pédélecs, de vélos électriques, de tickets pour le transport public pour le personnel communal, l'adoption d'une charte en vue de la prévention du gaspillage d'aliments, la promotion de la culture de fruits et légumes sur place etc.

04

RECOURIR À DES PRODUITS RÉGIONAUX DE QUALITÉ, ISSUS DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET/OU PRODUITS RÉPONDANT À UN STRICT RESPECT DE CRITÈRES ÉCOLOGIQUES!

Une **politique d'approvisionnement durable** est un élément central de la protection proactive de l'environnement. C'est pourquoi il est recommandé de mettre en place, au sein de la commune, des **groupes de travail thématiques** dont la mission est de repenser la politique d'approvisionnement, de nommer un interlocuteur en matière d'achats écologiques, de considérer des critères de durabilité lors des nouveaux appels d'offres et de ne plus acheter des voitures diesel pour la flotte communale. En matière de **contraintes imposées à des tiers, fournisseurs** de la commune, cette dernière doit inclure des produits et procédés écologiques (p.ex. envers les entreprises de nettoyage des bâtiments ou de jardinage, les fournisseurs de produits agricoles, les exploitants de cantines ...) et faire un **contrôle relatif à la réussite des mesures écologiques** introduites. La politique d'approvisionnement doit de même, dans la mesure du possible, répondre aux critères du principe de **l'économie circulaire**.

Par conséquent, la commune essaie de respecter une **politique d'approvisionnement qui est respectueuse de l'environnement**, en utilisant des bois certifiés FSC, en recourant à des produits sans solvants, en renonçant au sel de déneigement en hiver etc.

05

IMPLIQUER LES CITOYEN/NES - AU MOYEN DE LA SENSIBILISATION ET DE L'INFORMATION

A côté de sa mission de **servir de modèle**, la commune doit **informer et conseiller** ses citoyen/nés de **manière concrète**. Ceci notamment dans le cadre de la transposition du plan d'action Environnement prémentionné, par la publication systématique de résultats d'analyse sur la qualité de l'environnement, par l'encouragement d'une attitude écoresponsable de la part des citoyen/nés (au moyen de campagnes d'information, de l'imposition de certaines interdictions comme celle de recourir au sel de déneigement etc.), par l'organisation de forums citoyens lors de projets ayant un impact environnemental important etc..

Lors de la vente de **terrains communaux** à des fins de construction, les acheteurs devraient se voir imposer (par voie de contrat écrit) le respect de certains critères environnementaux (consommation d'énergie optimisée, restrictions dans le trafic, aménagement des espaces non construits etc.).

06

COLLABORER AVEC LES ENTREPRISES EN FAVEUR D'UNE PROTECTION PRÉVENTIVE DE L'ENVIRONNEMENT

Des emplois décentralisés, aussi dans les secteurs artisanal et industriel, sont d'une grande importance pour un **développement cohérent de la région**. C'est pourquoi la commune doit prendre les initiatives suivantes: garantir un échange régulier entre la commune et les entreprises, imposer des contraintes dans le sens des habitants et entreprises dans le cadre du plan d'aménagement et recourir aux moyens offerts par la législation *commodo* dans le sens de la protection de l'environnement (p.ex. transparence au niveau des conditions imposées aux entreprises, contrôles réguliers ...). Au-delà, une approche consciencieuse en présence des dossiers *commodo* s'impose: il s'agit d'impliquer la Commission Environnement, de prendre au sérieux les oppositions de citoyen/nés, respectivement organisations engagé(e)s, de commanditer éventuellement une expertise professionnelle en cas de dossiers *commodo* d'envergure, d'organiser des réunions d'information pour les habitants lorsqu'il s'agit de dossiers et de procédures *commodo* particulièrement importants, de publier les dossiers *commodo* sur les pages internet de la commune, de dresser la liste de toutes les entreprises de la commune qui tombent sous le champ d'application de la loi *commodo-incommodo* et d'appeler dans ce cadre éventuellement à l'aide de l'Administration de l'Environnement/ l'Inspection du Travail et des Mines en vue du contrôle des contraintes imposées aux entreprises.

Le cas échéant, le bourgmestre doit faire usage de son droit de recourir à l'appui des forces de la police dans les cas de violation présumée des dispositions légales en matière d'environnement.





L'eau en tant que source de vie – les communes s'activent ...



NOTRE VISION

Nous rêvons d'une commune dans laquelle la ressource naturelle de l'eau est sécurisée grâce à une bonne gestion de l'eau, qui garantit aussi la qualité de l'eau ainsi que sa valeur récréative par une bonne qualité ... assurant e.a. une baignade insoucieuse des habitants dans les eaux – ruisseaux et fleuves - en question

Au sein d'une commune ainsi dépeinte, les citoyen/nés jouissent d'une excellente qualité d'eau, l'eau potable provenant de sources propres (dans la mesure du possible). Une protection des sources est assurée dans la mesure du possible en dialogue et en collaboration avec les agriculteurs locaux.

Les eaux usées sont minimisées par la prise de mesures ciblées (conduites d'eau séparées, collecte d'eaux de pluie, contraintes imposées aux entreprises) et d'une purification optimale des eaux usées (par des unités décentralisées, telle une élimination des racines).

Lors des discussions sur l'évolution de la population, les réserves d'eau potables, l'utilisation des réserves d'eau potable ainsi que les infrastructures d'eau potables et d'eaux usées sont sérieusement pris en considération.

Il échet de ne pas oublier que la commune de demain se distingue par une utilisation consciencieuse de la ressource qu'est l'eau et qu'elle motive ses citoyen/nés et ses entreprises dans ce sens.

01

UNE BONNE GESTION DE L'EAU NE PEUT SE FAIRE QU'AVEC L'AIDE DE STRUCTURES EFFICACES!

La commune doit désigner un **responsable communal** qui a les compétences nécessaires tant en matière d'eau potable que en matière d'eaux usées.

L'affiliation à un **syndicat intercommunal des eaux potables** doit être une évidence pour chaque commune. Le nombre de ces syndicats étant trop important aujourd'hui, la commune doit par conséquent appuyer et encourager la fusion et les coopérations de syndicats. Dans les régions où il n'y a pas encore de syndicat (p.ex. Müllerthal), il y a lieu de promouvoir la mise en commun des réseaux d'eaux potables existants et de viser une gestion commune, intercommunale de ces réseaux. Le rôle majeur des syndicats consiste à garantir une **protection préventive des eaux potables** ainsi qu'une professionnalisation et formation continues du personnel. Au-delà, ils doivent intervenir auprès du Ministère du Développement durable/Administration de la gestion de l'eau pour qu'ils soient davantage **impliqués activement dans les travaux de transposition du plan de gestion en vue d'une bonne qualité des eaux** (cfr renaturation des cours d'eau, libre migration des poissons).

Les communes doivent conclure et s'engager dans des **partenariats de cours d'eau**, apportant ainsi un espoir de changement en vue d'une meilleure protection des eaux.

02

FIXER DES OBJECTIFS CONCRETS EN MATIÈRE D'EAU ET PRÉVOIR LES MOYENS FINANCIERS NÉCESSAIRES

La commune doit mettre au point une **stratégie en vue de la transposition des nombreuses dispositions arrêtées dans la loi relative à la gestion de l'eau ainsi que dans le plan de gestion de l'eau** (comprenant une liste des initiatives qu'elle entend prendre; un calendrier pour les différentes étapes de la transposition etc.). Au-delà, la commune doit voter un plan pluriannuel fixant les **moyens financiers nécessaires pour la réalisation des infrastructures d'eau (potable) et d'eaux usées** (améliorer les raccordements domestiques, entretenir les réseaux de canalisation, adapter l'installation d'épuration aux progrès de la technique).

03

METTRE LE PLAN D'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL (PAG) ET LE RÈGLEMENT SUR LES BÂTISSSES AU SERVICE D'UNE GESTION EFFICACE DE L'EAU!

Lors de la **désignation de nouvelles zones communales** (lotissements et zones industrielles), il échet de prendre en considération la capacité maximale des stations d'épuration locales/régionales ainsi que les ressources d'eau potable existantes. Ce qui signifie aussi qu'un nouveau projet de lotissement ne peut être autorisé que si l'approvisionnement en eau potable est garantie à long terme et qu'une bonne épuration des eaux usées peut être assurée.

La commune doit réduire l'**imperméabilisation des sols** dans toute la mesure du possible, signifiant: sur les sols communaux, elle réduit l'imperméabilisation au strict minimum; les autorisations de nouvelles constructions doivent être assorties de dispositions contraignantes en ce qui concerne le bétonnage des sols; elle conseille et informe les personnes privées.

Dans le cadre de l'**étude préparatoire** du plan d'aménagement (mais aussi indépendamment de ce dernier), la commune garantit l'analyse détaillée de la situation existante en matière de gestion de l'eau (inventaire des sources et analyse des infrastructures d'eau potable; capacités des stations d'épuration/du réseau d'élimination des eaux usées; inventaire des capacités de réserve dans le cas d'une augmentation de la population). Cette analyse détaillée sert de base aux décisions de développement urbain dans le futur. Les mesures de prévention des inondations doivent également être prises en compte. Des **contraintes** relatives à une infiltration décentralisée pour l'eau de surface doivent être retenues, aussi, un **système de séparation** des eaux sales et eaux de pluie dans les nouveaux quartiers résidentiels doit-il être garanti.

04

PROTECTION DES EAUX POTABLES ET DÉSIGNATION DES ZONES DE PROTECTION DES EAUX POTABLES – LES COMMUNES S'ACTIVENT DANS UN DOMAINE DES PLUS CRUCIAUX!

Des sources décentralisées/ressources d'eau potable communales doivent être protégées par la commune. Aussi les sources d'eau non exploitées qui se trouvent sur le sol de la commune doivent être intégrées dans des zones de protection.

La commune doit activement soutenir l'Administration de la gestion de l'eau dans ses efforts de **désigner des zones de protection d'eau potable** (à partir de 2019, les sources et puits d'eau potable ne pourront être exploités que s'ils se trouvent dans des zones protégées désignées).

La commune doit initier, ensemble avec d'autres communes, des **accords avec** ainsi que la **prise de mesures sur base volontaire par les exploitants des sols concernés** (p.ex. les agriculteurs) pour que ces derniers adoptent une forme d'exploitation respectueuse des eaux (p.ex. en offrant des conseils d'utilisation respectueuse des eaux aux agriculteurs).

Sur les terres affermées qui appartiennent à la commune, le **recours aux pesticides** doit être prohibé.

Les **zones de protection des eaux potables** doivent être ancrées dans le plan d'aménagement ainsi que dans le règlement communal sur les bâtisses.

05

GARANTIR UNE BONNE GESTION DU RÉSEAU D'EAU POTABLE!

La commune doit

- garantir une **parfaite maintenance et un entretien irréprochable des infrastructures des eaux et eaux usées**, e.a. par une bonne gestion des infrastructures d'eau potable surtout aux périodes de pic de consommation (réduction des pertes dans les réseaux de distribution etc.);
- établir un **planning pour l'entretien et la maintenance de tous les captages de sources** assorti des moyens nécessaires pour leur développement, leur assainissement et leur maintenance (aussi de ceux qui sont non exploités); mettre l'ensemble des réserves d'eaux souterraines qui servent d'eau potable sous protection stricte;

- rechercher des **potentielles fuites et pertes dans les systèmes de distribution de l'eau potable** et assurer le cas échéant la prise de **mesures d'assainissement** (outil de recherche des fuites accompagné du budget requis);
- faire un **contrôle** (tel que la loi le prévoit) pour découvrir **d'éventuels prélèvements d'eau du sol, respectivement du réseau de distribution ou encore d'éventuels déversements dans la canalisation qui sont illégaux** et les signaler auprès de l'Administration de la gestion de l'eau pour que celle-ci puisse prendre les mesures qui s'imposent en pareil cas.

06

ASSURER UNE ÉPURATION OPTIMALE DES EAUX USÉES

La commune doit mettre toutes ses compétences et moyens à disposition pour contribuer à une **épuration optimale des eaux usées**. Notamment en réduisant le volume des eaux usées, en mettant en place un règlement actualisée relatif aux canalisations (réglementation relative à l'évacuation des eaux usées), en instaurant progressivement un système de séparation pour les eaux de pluie respectivement eaux usées, en fixant des surfaces d'infiltration dans le cadre du plan d'aménagement, en assurant un entretien conséquent du réseau des canalisations.

Il est absolument incontournable de réaliser un inventaire moderne du réseau d'épuration ou de l'installation d'épuration des eaux usées (et de faire donc aussi l'inventaire des localités/quartiers ou bâtiments et installations qui ne sont pas reliés à une station d'épuration, respectivement qui sont reliés à une station d'épuration qui ne répond plus aux exigences de la situation existante). Cet inventaire devra donner naissance à un plan d'investissement en vue d'une optimisation de la situation.

Un **contrôle d'éventuels déversements illégaux** doit être exécuté – tel que la loi l'exige – et la situation antérieure rétablie. L'agrandissement respectivement la transformation des stations d'épuration existantes doit être accéléré, aussi au moyen d'un plan d'investissement pluriannuel „station d'épuration“. L'ensemble des bâtiments et quartiers, y compris les exploitations agricoles en périphérie, doivent être reliés à une station d'épuration des eaux usées. Là où ce n'est pas encore le cas, la commune doit développer le plus rapidement possible le réseau des canalisations, dans le respect d'un plan de priorités et au moyen

d'un budget adapté, ou bien considérer des procédés d'épuration alternatifs (p.ex. station d'épuration végétale). Au-delà, la commune doit garantir la l'optimisation de petites installations (mécaniques) par la mise en place d'une phase additionnelle d'épuration naturelle. Chaque station d'épuration doit faire l'objet d'une gestion professionnelle, e.a. en instaurant un contrôle systématique de l'efficacité de la station.

Une bonne **maintenance des infrastructures** doit être garantie; la commune doit signaler à l'Etat tout déversement incontrôlé/illégal dans les ruisseaux et fleuves et elle doit contrôler les raccordements aux canalisations (p.ex. assurer un raccordement dans les règles de l'art en présence d'un système séparatif); elle doit sanctionner tout raccordement abusif/fautif, faire des tests réguliers de l'étanchéité des réseaux d'eau potable et d'eaux usées ou encore équiper les bâtiments communaux d'installations de récupération des eaux de pluie, sans oublier de doter les équipements sanitaires d'un système d'économie d'eau.

07

DES COURS D'EAUX NATURELS – DES ARTÈRES VITALES QUI PROFITENT À L'HOMME

La commune doit revaloriser l'importance paysagère des cours d'eau qui traversent son territoire et faire en sorte qu'un entretien proche de la nature et une bonne qualité de l'eau soient garantis. Pour y parvenir, elle doit intervenir auprès des autorités compétentes pour pouvoir revaloriser l'**importance paysagère des ruisseaux et fleuves** qui traversent le sol communal; elle doit assurer une **gestion qui est proche de la nature** et qui contribue à **améliorer la qualité des eaux de surface**. L'élaboration d'un concept en vue de la stabilisation et de l'agrandissement des **surfaces inondables naturelles** s'impose, tout comme l'examen de la faisabilité concernant la **renaturation** des tronçons de cours d'eau aménagés (compartiments en forme de conduits, zones rectifiées).

08

LA COMMUNE DANS SON RÔLE DE MODÈLE

La commune doit devenir active dans les domaines suivants: dans sa **politique d'achats**, éviter l'achat de produits non respectueux de l'eau; accorder une importance primordiale à l'**économie d'eau**; assurer une **gestion moderne et économique des systèmes d'arrosage** mis en place pour les espaces verts communaux ou encore les infrastructures sportives; **jouer un rôle actif dans la protection des ressources d'eau potable**, imposer des restrictions contraignantes concernant la réduction des pesticides et azotes dans le cadre des terres affermées qui appartiennent à la commune; faire et publier systématiquement des **analyses de l'eau potable**, servir l'eau du robinet à l'occasion de manifestations communales; mettre en place des **installations de récupération de l'eau** dans les nouveaux bâtiments ou lors d'assainissements de bâtiments existants; installer des **dispositifs d'économie d'eau** dans les équipements sanitaires; mener une politique d'information conséquente (via le « Gemengebuet », lors de la facturation des frais de consommation d'eau) et des campagnes de sensibilisation à l'économie d'eau; adopter des **programmes d'aides** pour la mise en place d'installations de récupération des eaux de pluie au profit des ménages privés; organiser des « journées portes ouvertes » dans la station d'épuration des eaux usées ... (les 3 mesures mentionnées peuvent également être transposées dans le cadre du pacte climat).

09

LES ENTREPRISES DOIVENT AUSSI ASSUMER LEUR PART DE RESPONSABILITÉ

La commune doit exploiter tous les moyens d'action qu'elle possède face aux entreprises (rédiger ou faire appliquer des contraintes strictes lors des **autorisations commodo-incommodo** en vue d'une utilisation réfléchie et économique de la ressource vitale qu'est l'eau). La commune doit intervenir dans les cas où cela s'avère judicieux pour que des autorisations d'exploitations anciennes soient revues le cas échéant. Une **participation financière des entreprises** aux frais de la station d'épuration doit être garantie (construction et entretien).





Une protection préventive de la santé : un défi – aussi pour la commune!



NOTRE VISION

Nous imaginons des communes qui considèrent la promotion de la santé comme un champ d'action primordial et comme une tâche horizontale de leur politique globale: d'une politique de mobilité qui répond aux besoins de l'homme jusqu'à une bonne politique d'achat en passant par une politique modèle dans l'approvisionnement des écoles et dans la garde des enfants.

Des communes «en bonne santé» sont à nos yeux des communes qui ont aussi pour objectif premier de pratiquer une sensibilisation et un conseil salutaires des citoyen/nes de toutes les couches de la population.

LA maxime: ne pas seulement essayer de prévenir des maladies, mais se focaliser également sur une offre attractive de loisirs; aménager les communes de façon à inciter les habitants à vouloir bouger, et à promouvoir le bien-être et la santé.





01

LES COMMUNES FONT DAVANTAGE POUR PROMOUVOIR LA SANTÉ – AU MOYEN D'UNE VÉRITABLE STRATÉGIE!

Toute commune doit disposer d'une véritable **stratégie de promotion de la santé** qu'elle développe ensemble avec les habitants et qui comprend tous les domaines majeurs de la protection de la santé. Elle peut tant comporter des mesures en vue d'améliorer la qualité de l'air (à l'extérieur et à l'intérieur), de réduire les nuisances sonores et de promouvoir des produits sains et respectueux de l'environnement, que des mesures en vue d'une bonne végétalisation de la commune, de la préservation des couloirs d'airs froids et de la réduction des champs électromagnétiques (e.a. antennes GSM, lignes électriques à haute tension...).

Une telle stratégie permet non seulement à la commune de réagir à d'éventuelles nuisances mais également d'aller elle-même graduellement en direction d'une amélioration du bien-être de ses citoyen/nés.

02

DES ÉCOLES ET MAISONS RELAIS QUI ENCOURAGENT UN STYLE DE VIE SAIN: UN OBJECTIF PRIMORDIAL!

La commune/les écoles jouent un **rôle d'exemple**, notamment dans le contexte des **structures d'accueil de jour**. C'est pourquoi les instruments suivants sont indispensables: l'aménagement d'un espace naturel autour et à proximité de l'école, ensemble avec les enfants; la mise en place d'un jardin scolaire; la promotion de l'écologie au quotidien (boire l'eau du robinet, acheter des produits respectueux de l'environnement, offrir des boissons pauvres en déchets); la prise de mesures promouvant la santé (servir des aliments complets, biologiques ou au moins régionaux dans les cantines scolaires etc.); la garantie d'un chemin sécurisé vers l'école, qui est adapté aux enfants et libre de circulation (dans la mesure du possible).

03

UNE COMMUNE ATTRACTIVE – LE FONDAMENT DE TOUT ENVIRONNEMENT SAIN

La commune prend des initiatives afin de permettre et d'encourager des **modes de vie sains**, en impliquant les citoyen/nés. Notamment: préserver les aires de détente à proximité, les zones vertes et les corridors

végétalisés, une bonne végétalisation étant de nature à purifier l'air; préserver les couloirs d'airs froids, ces couloirs à l'intérieur et à l'extérieur des zones d'habitation permettant un échange naturel de l'air; des aires de jeu et de détente dans les nouveaux lotissements permettant l'**activité physique et les jeux créatifs**. Dans les zones d'habitation existantes, la commune essaye de rétablir des espaces pour l'échange social et d'aménager des sentiers cyclistes et pédestres.

La commune doit établir un **règlement, respectivement cadastre du bruit**. Elle prend les mesures adéquates pour protéger contre le bruit aux endroits où le bruit ne peut pas être réduit. Ce faisant, les nuisances doivent être réduites dans la mesure du possible, voire même un «droit au calme» doit être établi.

De concert avec les autorités compétentes, la commune garantit le respect des **contraintes infligées aux entreprises dans le cadre des autorisations d'exploitation**.

04

LOISIRS ET SPORTS – IMPORTANTS EN TERMES DE QUALITÉ DE VIE ET DE SANTÉ!

La commune doit – seule ou en collaborant avec les communes voisines – garantir une **offre variée en activités sportives de loisir** (yoga, gymnastique etc.) qui s'adressent aux différents groupes de la population. Aussi, elle doit soutenir les initiatives d'associations sportives ou encore mettre ses **infrastructures sportives** (terrains de football, gymnase) à la disposition des associations non fédérées. A côté des



infrastructures sportives fermées, des **espaces propices à l'exercice physique** peuvent être aménagés qui incitent tous les habitants de la commune à bouger. En font partie les **pistes de walking et de jogging** ou encore l'aménagement d'un **environnement accueillant pour les piétons et les cyclistes**.

03

LA STRATÉGIE COMMUNALE LA PLUS EFFICACE: S'ENGAGER SOI-MÊME PARTOUT OÙ CELA S'AVÈRE POSSIBLE – SERVIR DE RÔLE MODÈLE!

Les structures publiques doivent assumer leur **rôle de modèle en termes de promotion de la santé**. Que ce soit dans le domaine scolaire, dans celui des «repas sur roues», des maisons de retraite et de soins, des hôpitaux, des cantines scolaires, des maisons relais etc. ... partout les principes d'une alimentation saine et respectueuse de l'environnement sont primordiaux: réduire la consommation de viande/privilégier les produits à base de céréales complètes; accorder plus d'importance aux aliments de saison, de la région et répondant à des critères de qualité, et si possible issus de l'agriculture biologique. Aussi, les communes doivent intervenir auprès de l'Etat en ce qui concerne les institutions qui ne tombent pas sous la responsabilité communale. Les aspects pédagogiques doivent également être pris en compte.

Au-delà, la commune doit passer son **budget** (pour dépenses ordinaires et extraordinaires) au crible afin d'analyser si une **politique de dépenses** différente – sans dépassement significatif du budget - ne serait pas de nature à promouvoir davantage la santé (notamment dans le cadre de réceptions).

En matière **d'appels d'offres**, les produits respectueux de l'environnement et de la santé doivent être privilégiés de manière générale.

Partout où la commune est compétente, elle met tout en oeuvre pour assurer la santé sur le lieu de travail, notamment en garantissant l'application de **critères salutaires et ergonomiques** (chaises de bureau, bancs scolaires, écrans d'ordinateur etc.). La commune veille en outre à ce que les **dispositions**

relatives à la protection des travailleurs et des conditions de travail soient respectées.

04

INFORMER, IMPLIQUER LES CITOYEN/NES ... LES SOUTENIR ACTIVEMENT DANS LEUR ENGAGEMENT

Une **promotion de la santé** qui se veut moderne mise sur la participation, sur **l'appui des citoyen/nés qui s'engagent en faveur d'un mode de vie et d'un environnement sain**. La commune doit par conséquent cibler le soutien aux initiatives locales et aux citoyen/nés qui s'impliquent dans des organisations dans ce but (ex.: organisation de cours sur le thème d'une alimentation saine).

La commune doit mettre en place (le cas échéant en collaboration avec les communes voisines) un **service de conseil-santé**, qui couvre tant les conseils en vue de réduire le stress que les offres de sport et de conseil diététique.

Toutes les **données relatives à la santé et à l'environnement** (analyses de l'eau potable, qualité de l'air etc.) doivent être transparentes et donc publiées (sur le site web de la commune, dans le «Gemegebuet» etc.) pour que les citoyen/nés puissent en prendre connaissance.

Les **sujets «lifestyle»** doivent être thématiques par la commune: p.ex. réduction de la consommation de viande; préférence accordée aux produits à base de céréales complètes; consommation de l'eau du robinet au quotidien.

Des **programmes de prévention spécifiques** doivent être élaborés (ciblant surtout les groupes défavorisés de la population) dans le but déclaré de prévenir certaines maladies typiques d'une mauvaise alimentation et d'un mode de vie malsain.

Les communes disposant **d'hôpitaux et de maisons de retraite** sur leur territoire doivent les impliquer dans leur politique de prévention et d'information.



Ouvrir les écoles et les maisons relais à la société – faire des enfants et des adolescents des partenaires égaux!



NOTRE VISION

Nous rêvons d'une commune qui ... considère les enfants et les jeunes comme faisant partie intégrante de la communauté locale et qui attache par conséquent une très grande importance à leur développement et à leur soutien inconditionnel. Ceci en menant un dialogue ouvert avec l'ensemble des acteurs en jeu (personnel enseignant, éducateurs/éducatrices, parents) et en premier lieu avec les enfants et les jeunes eux-mêmes.

Notre vision, c'est une commune qui sait faire participer activement les enfants et les jeunes aux processus sociaux et notamment à celui de la formation de l'opinion, contribuant ainsi à faire des enfants et jeunes des futurs citoyens matures, responsables, comblés et critiques.

Nous exprimons le souhait de voir des citoyen/nés qui sont motivés à partager leur savoir et à participer activement à la formation d'un avenir durable, tant au niveau individuel que social. Des citoyen/nés qui – au-delà des questions locales, régionales et nationales – savent faire le lien entre les solutions locales et les défis globaux.



01

L'ENCOURAGEMENT ET L'ACCOMPAGNEMENT PAR LES COMMUNES DU DÉVELOPPEMENT INTERNE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Chaque école doit développer son propre «plan de développement de l'établissement scolaire (PDS)», un processus qui attribue également un rôle à la commune. En effet, il incombe à la commune d'accompagner le processus de la conception d'un dit «plan de développement de l'établissement scolaire» en menant un dialogue ouvert avec les acteurs scolaires, et d'assurer l'implication de l'ensemble des acteurs en jeu dans le sens d'un **développement scolaire participatif**. Dans ce «plan de développement», les acteurs doivent saisir la chance de prendre en considération les défis et les besoins spécifiques de la population scolaire totale de la commune, surtout en ce qui concerne l'intégration des enfants issus de l'immigration. Il s'agira e.a. de promouvoir **l'inclusion des enfants et des jeunes présentant des difficultés scolaires**, et de considérer les opinions et les intérêts de tous les acteurs, notamment des parents et enfants.

02

RENFORCER L'IMAGE ET LE RÔLE DE LA COMMISSION SCOLAIRE COMMUNALE

Il est dans l'intérêt de tous les acteurs que la prise des décisions importantes se fasse **en attitude partenariale entre commune, parents et enseignants** au sein de la commission scolaire. Notamment lorsqu'il s'agit de la construction respectivement du réaménagement et de l'équipement matériel des établissements scolaires (e.a. en vue de l'inclusion d'enfants à besoins spécifiques), de la conception d'activités para- ou extra-scolaires aussi en collaboration avec les maisons relais, de l'initiation ou de la transposition de projets scolaires locaux (l'allemand en tant que langue étrangère, l'échange scolaire dans la Grande Région ciblant l'apprentissage de langues au moyen de séjours dans des familles, l'apprentissage de la langue maternelle au sein de l'établissement scolaire public, l'école à plein temps liée aux structures existantes telles que Foyer, associations sportives et musicales etc.). L'organisation de soirées d'information et de discussion autour des thèmes éducatifs ciblant les parents s'impose également dans ce cadre.

03

ENCOURAGER LES FORMES D'ENSEIGNEMENT DU TYPE «LEARNING BY DOING»

La commune doit encourager les formes d'enseignement qui privilégient l'apprentissage par la pratique. Notamment l'organisation - pour les différentes classes - de visites d'entreprises, d'habitats naturels etc. (**job shadowing**), de **projets interdisciplinaires** qui s'ouvrent à la vie en société, de visites de classes scolaires dans les entreprises locales... Les formes d'enseignement scolaire pratiques sont promues par la mise à disposition de matériaux didactiques (p.ex. dans le domaine de l'éveil aux sciences), de livres pour enfants et d'ouvrages de référence pour les bibliothèques scolaires et de classes. Au-delà, la commune rédige une liste, sous forme de fiche pédagogique, qui reprend la description détaillée des lieux d'apprentissage extrascolaires où les classes peuvent se rendre pour étudier (lieux dans la nature, entreprises, lieux qui revêtent une importance historique etc.). Ceci se déroule en étroite collaboration avec la commission scolaire de la commune ainsi que les citoyen/nes, respectivement associations locales intéressés.

04

LA FORMATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE EN TANT QU'OBJECTIF PRIMAIRE

L'objectif n'est pas de thématiser des problèmes globaux ou écologiques, mais bien de conférer aux enfants, adolescents et adultes des compétences qui leur permettent de comprendre les défis du développement durable et de participer activement à la formation de l'avenir.

La commune devrait en ce sens contribuer e.a. à ce que **les valeurs, les opinions controversées et les différences de vues** fassent l'objet d'une discussion avec les enfants, dans les classes de l'enseignement primaire ou dans les maisons relais, et lors des activités parascolaires. Au-delà, la commune devrait promouvoir l'étude active et la mise à profit des spécificités et des développements locaux et régionaux, ainsi que **l'approche des défis actuels, ceci sous différents angles** et d'une manière pédagogique qui est adaptée au niveau des enfants (p.ex. les modes et habitudes de consommation, la biodiversité). Lors de l'élaboration du programme thématique, il échet également de lier les questions locales aux défis globaux.

Ce rôle de facilitateur endossé par la commune s'impose évidemment dans la même mesure pour ce qui est des **activités parascolaires**.

05

LA PARTICIPATION DES ENFANTS: UN MUST POUR UNE COMMUNE MODERNE!

En tout ce qui touche à leur propre cause, les enfants et les adolescents sont de vrais experts. Les impliquer dans les processus décisionnels s'avère par conséquent judicieux, pour de nombreuses raisons (les enfants sont préparés à la vie adulte et aux défis politiques, leur participation enrichit le processus de la prise de décision, etc.).

La commune saisira la chance de **faire participer les enfants** e.a. dans les domaines suivants: la conception d'aires de jeux; le développement des villes et villages répondant aux besoins des enfants; l'aménagement d'espaces de vie adaptés aux enfants, dans les projets de lotissements existants et nouveaux; la planification de la mobilité (pistes cyclables, chemins d'écoles sécurisés); l'implication lors des décisions sur les contenus et formes d'apprentissage scolaire; la rédaction commune de règles; le réaménagement des cours d'écoles; la participation dans le cadre d'un nouveau projet d'établissement scolaire; l'offre en activités de vacances ou autres activités para- ou extrascolaires qui s'adressent aux enfants et aux jeunes.

Dans ce cadre, **diverses formes de participation** sont possibles: d'une implication ponctuelle lors de projets concrets jusqu'à une participation dans des comités institués en passant par un conseil communal des enfants et un guichet d'information spécialement dédié au contact avec les enfants et les jeunes.

06

RECONNAÎTRE LES JEUNES COMME PARTENAIRES ÉGAUX

La commune doit prendre des décisions ciblées dans l'intérêt des jeunes et doit impliquer ces-derniers dans les **processus décisionnels de la commune**, notamment en leur accordant voix au chapitre lors de la réalisation de projets qui les concernent directement, tel l'aménagement d'un terrain de football.

Dans le même ordre d'idées, la commune doit mettre en place une **commission jeunesse**, composée de jeunes de toutes les origines, et créer parallèlement un forum permanent des jeunes. Elle doit également **mettre en place un point de contact pour jeunes où ces derniers peuvent soumettre leurs idées et projets au quotidien**, et où ils sont écoutés et soutenus.

Au-delà, la commune doit garantir son soutien aux projets suivants: mise à disposition d'une **maison des jeunes gérée de manière autonome** (ou au moins de locaux propres); conception et transposition d'un **plan communal jeunesse**; aide à la transposition du plan d'action «participation des jeunes»; et participation aux frais de construction d'un centre de rencontres pour jeunes.

Finalement, la commune devient le défenseur d'une culture sans limites et sans barrières sociales. Elle joue un rôle de **précurseur** à différents niveaux. L'accès au logement, aux activités de loisirs, aux manifestations d'inclusion et soirées d'information, à l'offre de la mobilité et aux infrastructures sportives est garanti, dans la même mesure, à tous les citoyen/nes de la commune.



Penser globalement – agir localement!



NOTRE VISION

Nous imaginons des communes qui grâce aux activités communales et à l'engagement d'associations locales et de citoyens-habitants, donnent naissance à une véritable prise de conscience du mode de vie des gens de l'hémisphère du Sud – des communes qui s'efforcent de garantir un échange plus équitable entre le Nord et le Sud.

Il est souhaitable que la commune – tout comme nous tous – fasse des petits gestes (et des grands) au quotidien pour que notre monde devienne plus équitable.

Nous rêvons de voir naître de plus en plus de partenariats entre villes et communes du Nord et du Sud afin de consolider la compréhension mutuelle et de tirer parti de nos expériences respectives. Nous considérons les projets scolaires et extrascolaires autour du thème «d'un monde unique» comme la chance de montrer aux enfants et aux jeunes le chemin vers un partenariat juste.

Aussi: nous espérons que nos conseillers communaux feront preuve de courage et qu'ils prendront part aux initiatives nationales et internationales qui ciblent concrètement les véritables causes e.a. des famines, des conflits et des afflux de réfugiés tout en présentant des solutions alternatives.

01

PENSER GLOBALEMENT – AGIR LOCALEMENT!

La commune doit soutenir respectivement initier de manière ciblée des **campagnes d'information et d'éducation** (dans le sens de l'éducation au développement durable), qui mettent en évidence les **interdépendances globales**. Dans ce contexte, les citoyen/nés doivent être sensibilisé(e)s au fait que leur **mode de consommation** a des répercussions d'ordre global (p.ex. achat de produits issus du commerce équitable et de produits socialement durables, achat de bois certifiés FSC ou de métaux précieux certifiés). L'affiliation au «Klima-Bündnis Lëtzebuerg», qui défend les intérêts des peuples du Sud et qui s'efforce de leur ouvrir un accès équitable aux ressources – devrait être une évidence. Tout comme la mise à disposition d'un budget adapté dédié aux projets et actions menés dans le cadre de l'axe Nord-Sud.

Une **commission consultative** doit être mise en place dont le rôle est d'initier les activités autour du thème Nord-Sud et qui dispose des fonds suffisants qui lui permettront de transposer des projets.

02

LA COMMUNE RENFORCE SA CRÉDIBILITÉ PAR LE SOUTIEN QU'ELLE APPORTE AUX PAYS DU SUD

La commune doit aider à **soutenir les pays du Sud** et mener des projets concrets en collaboration avec les partenaires de ces pays afin de contribuer au respect des droits globaux de l'homme et de l'environnement. Ce faisant, elle doit venir en aide à des organisations existantes luxembourgeoises, respectivement de l'hémisphère sud, qui s'engagent dans le cadre de projets de développement durable. Ceci dans le sens d'un **échange entre partenaires égaux** et dans le sens d'un **travail d'éducation** en tant qu'apport dans le cadre de la **responsabilité globale**.

03

RÉALISER UN DÉVELOPPEMENT COMMUN PAR L'ÉCHANGE ET L'INFORMATION

Il est important de **promouvoir l'information sur les conditions de vie dans les pays du Sud** ainsi que l'échange culturel avec ces pays, e.a. par l'organisation de campagnes de sensibilisation avec des associations, ou en organisant des manifestations culturelles

autour du thème du «Tiers monde» dans le sens large (commerce équitable, modes de vie dans les pays dits du «Tiers monde», richesse culturelle).

Il échoit également d'encourager **l'éducation globale sur les aspects de l'axe Nord-Sud** dans les écoles de la commune, dans le cadre de la formation des adultes ou encore dans les maisons des jeunes.

Les **projets menés en régie propre par la commune** doivent présenter une opportunité pour introduire et **établir un lien**, dans la mesure du possible, **avec les thèmes Nord-Sud** (p.ex. lors de l'utilisation des énergies renouvelables, soutenir un projet semblable dans le Sud ou thématiser la répartition inégale de l'utilisation de l'énergie).

04

LA COMMUNE EN TANT QUE PARTENAIRE DES PAYS DU SUD

Dans le cadre des moyens à sa disposition, la commune est censée promouvoir un **commerce mondial plus équitable à échelle communale**. Ceci notamment par l'appui des produits issus du commerce équitable (au sein de l'administration communale, dans les cantines scolaires, lors de fêtes et manifestations, dans la composition de la «Kleesecherstut»...) et par l'utilisation de bois certifiés FSC.

La commune doit encourager des **formes alternatives de l'épargne**, c.à.d. des transactions financières sans exploitation du dit «Tiers monde», en aménageant un compte d'épargne alternatif communal et en informant les citoyen/nés sur les mesures et formes qui permettent un épargne différent. Au-delà, la commune doit s'engager et revendiquer un mode d'investissement éthique et durable de la part des entreprises qui composent le **Fonds de pension luxembourgeois**.

05

LA COMMUNE FAIT ENTENDRE SA VOIX DANS L'INTÉRÊT D'UNE ÉQUITÉ MONDIALE

Les dossiers tels que les accords de libre échange ou la globalisation du marché mondial démontrent clairement que les **communes font de plus en plus entendre leur voix** lorsqu'il s'agit de **questions fondamentales relatives à l'orientation de notre société**. Consciente du fait qu'elle n'endosse pas un rôle de décideur, la commune doit néanmoins davantage prendre la parole publique et s'engager aux côtés des associations qui luttent pour une équité mondiale.